

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
WARRANTS AGRICOLES

ESSAI JURIDIQUE

SUR

LA LOI DU 18 JUILLET 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 23 juin 1899, à 8 h. 1/2

PAR

EUGÈNE RAYLET

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
WARRANTS AGRICOLES

ESSAI JURIDIQUE

SUR

LA LOI DU 18 JUILLET 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 23 juin 1899, à 8 h. 1/2

PAR

EUGÈNE RAYLET

Président : M. PLANIOL.

Suffragants : } MM. THALLER, professeur.
 SOUCHON, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899



DES
WARRANTS AGRICOLES

ESSAI JURIDIQUE SUR
LA LOI DU 18 JUILLET 1898

INTRODUCTION

DES MOYENS D'AMÉLIORER LE
CRÉDIT AGRICOLE.

§ 1. — Nécessité du crédit agricole.

On a beaucoup écrit depuis soixante ans sur la crise agricole. Les publicistes, les économistes, les hommes d'État, n'ont pas manqué, à toutes les époques, d'en signaler la gravité et de proposer des moyens d'y porter remède.

Ces préoccupations qui s'étaient manifestées jusqu'ici par des discussions restées longtemps stériles, aboutissent enfin depuis quelques années, au vote de lois intéressantes qui, par les utiles réformes qu'elles réa-

lisent, paraissent être de nature à améliorer la situation lamentable des agriculteurs.

Les hommes compétents sont aujourd'hui à peu près d'accord pour reconnaître que la difficulté extrême de trouver des capitaux est la principale cause du mal dont souffre l'agriculture.

On connaît la concurrence redoutable que, grâce à la rapidité et au bon marché des moyens de transport, des pays jeunes, extraordinairement fertiles, viennent faire à nos produits sur nos propres marchés. Notre sol épuisé ne donne qu'à grands frais des récoltes peu abondantes, pendant que l'élévation de tous les prix, l'accroissement continu des impôts viennent aggraver encore cette situation malheureuse.

La science donne l'espoir et indique les moyens de remédier à ces maux.

Nous ne pouvons exposer ici les travaux scientifiques, les résultats qu'ils ont réalisés, les espérances qu'ils ont fait concevoir ; il est visible cependant, qu'ici comme ailleurs, la science opèrera une transformation complète.

La chimie agricole, encore à ses débuts, a trouvé le moyen de rendre productifs des terrains jusqu'ici dédaignés et de restituer à d'autres leur fertilité perdue. Les amendements, les engrais chimiques, la culture intensive feront produire à la terre son maximum de rendements. Les grands travaux publics : construction de canaux, multiplication des voies de communication,

ouvriront des débouchés en rapprochant le marché, et stimuleront de toutes parts l'activité de la production. Or cette culture scientifique, qui transforme peu à peu l'agriculture en industrie, exige des avances de capitaux considérables qu'il est indispensable de trouver.

Mais ce n'est pas seulement aux travaux de cette importance que le crédit est appelé à venir en aide. Il peut rendre encore d'inappréciables services au petit propriétaire, au simple fermier. Et les preuves sont assez faciles à trouver pour que l'on soit en droit de s'étonner que ce point ait pu être contesté par certains économistes.

Voici un paysan relevant de maladie et dont les ressources sont à peu près épuisées ; au lieu de vendre une partie de sa terre, il demandera au crédit la somme nécessaire à son rétablissement et il la remboursera peu après, majorée d'un léger intérêt, sur le prix de sa première récolte.

Personne n'ignore que l'usure toujours pratiquée, quoique défendue par la loi de 1807 sur la limitation du taux de l'intérêt, sévit sous diverses formes dans nos campagnes. Or si le paysan traite avec l'usurier, n'est-ce pas parce qu'il ne trouve pas à sa portée l'argent que lui procurerait à bon compte un crédit bien organisé ? Jusqu'à présent, il arrivait que l'agriculteur dès que la récolte était faite, était obligé de la vendre, pour payer de nombreuses dépenses venant à échéance à cette époque. Or l'abaissement du cours causé par la

surabondance des récoltes sur le marché, causait à l'agriculteur une perte considérable que le crédit aurait pu notablement atténuer. La loi du 18 juillet 1898 a eu pour but de remédier à cet inconvénient.

Les adversaires du crédit agricole ne manquent pas de signaler les victimes du crédit ; ce sont des paysans qui ont cédé à l'attrait d'agrandissement, qui ont voulu apaiser, ce qu'un homme profondément versé dans ces questions, organisateur du crédit agricole en Italie, M. Vollemborg appelait énergiquement « la soif de la terre ». De ces faits inévitables on ne saurait tirer un argument. Les meilleures choses peuvent engendrer les pires abus. Le crédit est bienfaisant ou nuisible suivant la prudence ou la témérité, l'habileté ou la maladresse de ceux qui s'en servent.

En résumé le crédit nous paraît être une question de vie ou de mort pour l'agriculture : avec lui elle peut se relever ; sans lui elle ne peut que se traîner et périr.

Mais ce crédit indispensable à l'agriculture, quels moyens faut-il employer pour le lui procurer ?

Pour répondre à cette question il faut étudier quelles sont les conditions générales du crédit.

§ 2. — Conditions générales du crédit.

Stuart-Mill définit le crédit : « l'autorisation moyennant une redevance, de se servir du capital d'autrui. L'étymologie du mot indique que le crédit repose sur la confiance inspirée au créancier par le débiteur. Cette

observation démontre que le crédit, n'ayant en soi rien d'arbitraire et d'artificiel, ne relève aucunement, dans ses conditions essentielles, de la volonté du législateur. Aucune loi ne peut donner la confiance à qui ne la mérite pas. Le capitaliste est le maître de son capital, personne ne peut l'empêcher de le confier à celui qui le rémunérera le mieux et qui, en lui faisant courir le moins de risques, lui offrira encore les meilleures conditions ; remboursement immédiat en cas d'urgence, garanties sérieuses personnelles ou réelles, réalisation facile du gage, voies d'exécution les plus rapides et les moins onéreuses.

Remarquons tout de suite que le commerçant remplit à peu près parfaitement la plupart de ces conditions.

Ses bénéfices considérables lui permettent de payer un intérêt élevé. Il peut rembourser très rapidement des emprunts contractés le plus souvent en vue d'opérations à court terme. Opérant au grand jour, connu dans la ville où se trouve fixé son commerce, ses créanciers ont sur sa solvabilité des moyens très sûrs d'information. Enfin, en cas d'insolvabilité, il relève d'une juridiction expéditive. On ne peut s'étonner si, dans ces conditions, le commerçant jouit d'un crédit abondant.

Il s'agit de procurer à l'agriculteur une situation analogue. On n'y parviendra pas sans de grandes réformes se rattachant aux trois sortes de crédit où l'agriculteur peut puiser ses ressources.

Nous allons examiner successivement les moyens d'améliorer le crédit hypothécaire, le crédit mobilier et le crédit personnel.

§ 3. — Crédit hypothécaire.

Ordinairement, quand on parle du crédit agricole, on n'entend désigner que le crédit mobilier et le crédit personnel. La distinction de ces divers crédits vaut la peine d'être faite, mais on ne peut exclure le crédit hypothécaire du crédit agricole. Il fournit, en effet, à l'agriculture des sommes considérables, et pour une certaine catégorie d'emprunts il faudra toujours recourir à lui. Il est destiné à procurer à l'agriculteur des capitaux remboursables à longue échéance qui vont s'immobiliser dans les travaux ayant pour objet d'améliorer, d'amender, d'agrandir le fonds et que les plus-values produites reconstitueront progressivement. Dans ces limites, le prêt hypothécaire est avantageux ; les frais, se répartissant sur un grand nombre d'années, majoreront d'une quantité minime les intérêts annuels ; il en serait tout autrement pour des sommes moindres, remboursables à courte échéance. Réservée aux grands propriétaires et aux travaux importants, l'hypothèque a sa place marquée dans le crédit agricole.

Parmi les conditions d'un bon régime hypothécaire, deux, la publicité et la spécialité, sont si essentielles qu'on ne sait de quoi il faut s'étonner davantage ou de

les voir si tard s'introduire dans notre droit ou de ne pas les trouver consacrées, dans notre législation moderne, par une règle sans exception. On sait comment s'expliquent historiquement, par la confusion et le désaccord qui présidèrent sur cette question à la rédaction du Code civil, ces graves lacunes qui avaient causé tant d'abus dans l'ancien droit (1). Quoi qu'il en soit, notre législation dispense d'inscription l'hypothèque générale de la femme et celle du mineur. Il admet la généralité de l'hypothèque judiciaire et autorise à titre subsidiaire et en cas d'insuffisance des biens présents, l'hypothèque conventionnelle des biens à venir. Rien ne porte au crédit du débiteur une atteinte plus grave que ces charges si vagues et si étendues. Ce ne sont pas là les seuls périls de notre régime hypothécaire ; sur lui rejaillissent les défauts de notre régime foncier : la tenue des registres non par désignation d'immeuble mais par nom de propriétaire, la transcription incomplète, non obligatoire ; l'absence de force probante de nos registres ; la clandestinité des causes d'éviction, de rescision, de résolution qui font tomber le titre de la personne réputée propriétaire et avec ce titre, le plus souvent, tous les droits qu'elle avait con-

(1) Ceci est vrai surtout de la publicité ; aussi, contrairement à ce qui s'est passé pour la spécialité, diverses tentatives furent faites pour l'introduire *en droit commun*. La première de ces tentatives remonte à Henri VI d'Angleterre, mais la domination anglaise tomba sans que l'ordonnance eût eu le temps de se fixer dans la coutume ; vinrent plus tard divers édits fiscaux et enfin le célèbre édit de Colbert de 1673 rapporté l'année suivante.

sentis. On comprend que, dans ces conditions, le prêt hypothécaire n'apparaisse pas comme très avantageux et que le capitaliste cherche ailleurs un placement plus solide. L'unanimité des auteurs, pour faire cesser cette incertitude qui plane sur la propriété, proposent d'introduire chez nous les livres fonciers allemands ou le système de l'Act Torrens, qui exigent l'inscription de tous les actes qui intéressent la propriété, la constituent, la modifient, la menacent ; qui rendent inattaquables les droits acquis par les tiers sur la foi des registres ; qui assurent ainsi les transactions, perpétuent les droits et rendent inutile la péremption décennale qui est, non sans raison, un épouvantail pour les créanciers hypothécaires.

D'autres réformes sont proposées : 1° l'abaissement des droits qui, en raison de nombreux droits fixes, sont inversement progressifs ; le droit est relativement plus élevé pour une somme moindre ; 2° la mobilisation du crédit par une réorganisation des cédules hypothécaires de la loi de messidor an III, qui substituerait aux formes longues et compliquées de la cession de créances, des formalités analogues à celles que nous employons pour la transmission de titres nominatifs ; 3° enfin la simplification et l'abaissement de droits de la saisie immobilière.

Le régime hypothécaire est susceptible d'autres réformes que le crédit foncier avait été institué le 28 février 1852 pour réaliser.

Le crédit foncier avait pour but : 1° de faciliter les grands travaux publics et urbains, entrepris au commencement du second empire ; 2° d'organiser le crédit agricole. A ce dernier point de vue il devait favoriser le capitaliste : 1° en lui procurant un placement de toute sûreté par la substitution au gage spécial grevant directement l'immeuble du débiteur, d'un gage collectif sur tous les immeubles hypothéqués par le crédit foncier ; 2° en lui remettant des lettres de gage un peu analogues aux cédules et dont la négociation facile lui permet de rentrer immédiatement en possession des deniers prêtés ; 3° le capitaliste n'a pas à redouter la péremption décennale, le crédit foncier n'étant pas obligé au renouvellement d'inscription.

A l'emprunteur, le crédit foncier procure de l'argent à bon compte et surtout il met à sa disposition, par l'amortissement, un excellent moyen de libération. Le crédit foncier devait jouer un grand rôle en matière de crédit agricole. Mais en fait il a rendu peu de services à l'agriculteur ; il est trop loin de lui pour pouvoir apprécier ses garanties matérielles et morales. Il faut remarquer que le décret de 1852 n'avait pas eu l'intention de créer une société unique, mais bien des sociétés de crédit foncier départementales qui n'avaient point encore eu le temps de se fixer dans le milieu agricole quand la société de crédit foncier de Paris les absorbant, se trouva investie d'un monopole de droit devenu depuis un monopole de fait.

Si le crédit hypothécaire a pour but de faciliter les travaux importants qui marquent pour ainsi dire dans l'histoire de la propriété, les crédits personnel et mobilier ont un rôle plus étroit ; c'est à eux que l'agriculteur demandera les sommes peu importantes dont il peut avoir un continuel besoin, pour paiement de salaires, achats de semences, réparations d'outils. Pour de pareilles dépenses, il serait ruineux de recourir à une hypothèque.

Il faut voir si ces deux crédits peuvent lui procurer le secours qu'il en espère. Mais, pour bien comprendre les réformes qui ont été faites ou que le législateur paraît en voie de réaliser, nous croyons utile de tracer en traits rapides la longue histoire de ces deux crédits.

§ 4. — Crédit mobilier. — Crédit personnel.

Historique des crédits personnel et mobilier.

Il peut se diviser en quatre périodes :

Première période, 1840 à 1856.

M. Léonce de Lavergne reçut la mission d'étudier les diverses institutions de crédit de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Une grande commission (1856) fut créée, chargée de centraliser ces études, de recueillir toutes les propositions et de rédiger un projet de loi.

Ecartant toutes les idées chimériques émises en grand nombre, la Commission se prononça pour les réformes

suivantes qui vont réapparaître dans tous les rapports postérieurs : 1° organisation du gage sans déplacement ; 2° création sous le patronage du Crédit foncier de sociétés de crédit servant d'intermédiaires entre agriculteurs et capitalistes, et donnant la troisième signature nécessaire à l'admission du papier à l'escompte de la Banque de France.

Deuxième période, 1856 à 1870.

Elle vit naître la société agricole.

La commission de 1866 examina la question sous toutes ses faces. M. Josseau, dans un vaste rapport, aborda l'examen de toutes les réformes demandées : modification du gage, restriction du privilège du bailleur, établissement du privilège du vendeur d'engrais, commercialisation des engagements agricoles, émancipation du cheptel. Les événements de 1870 ajournèrent toutes les réformes.

Troisième période, 1870 à 1889.

La question fut reprise en 1878.

Un congrès de crédit agricole international se tint à Paris pendant l'Exposition. M. Josseau se chargea du rapport. Le ministre de l'agriculture institua une commission et provoqua une double enquête ; la première auprès des conseils généraux, la deuxième à l'étranger. La commission, se mettant au travail, forma dans son sein deux sections ; l'une, *section de législation*, devait étudier les réformes législatives qu'il était possible de faire ; l'autre, *section des voies et moyens*, devait signa-

ler les institutions de crédit que l'on pouvait emprunter à l'étranger. Mais la commission ne s'occupa que des réformes législatives. Son projet était divisé en trois titres : 1° elle émancipait le cheptel ; 2° elle établissait le gage à domicile avec simple déclaration devant le juge de paix, et publicité par la transcription ; application était faite au débiteur détournant le gage de l'article 408 du Code pénal ; 3° elle restreignait le privilège du bailleur et proposait la commercialisation des effets de l'agriculture.

Ce projet, intitulé : *Loi sur le crédit agricole*, adopté par le Gouvernement, fut déposé au Sénat, par M. de Mahy, ministre de l'agriculture.

Le gage sans déplacement fut rejeté ; quant à la commercialisation et à la restitution du privilège du bailleur, ils furent l'objet d'une autre enquête et d'un nouveau rapport qui fut favorable. Néanmoins la commercialisation échoua devant le Parlement et le vaste projet sur *le crédit agricole* devint la loi du 19 juillet 1889 sur la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et l'attribution des indemnités dues par suite d'assurances.

Quatrième période, 1889-1899.

Elle est marquée par des propositions et des lois fort importantes.

Signalons : 1° la proposition Lockroy du 19 novembre 1889, sur l'organisation du crédit agricole par les caisses d'épargne ;

2° Proposition Proust du 25 octobre 1890 demandant le gage sans déplacement et la commercialisation des effets des agriculteurs ;

3° Proposition Méline du 3 décembre 1891 sur la création des docks-greniers, renouvelée en 1897 ;

4° Proposition Develle et Rouvier du 1^{er} juillet 1892 sur la création d'un grand établissement de crédit agricole.

Enfin viennent les lois réalisant quelques-unes des réformes si longtemps demandées : 1^o loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole ; 2^o loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles ; 3^o loi du 30 mars 1899 sur les banques régionales.

I. — *Crédit mobilier.*

Nous venons de voir combien l'organisation de ce crédit réalisée par la loi du 18 juillet 1898 a été laborieuse. Le gage sans déplacement est, en effet, si contraire aux principes du Code que, malgré son utilité pour l'agriculture, le législateur a semblé pendant longtemps n'avoir pu se résoudre à le consacrer. La valeur mobilière est estimée de 15 à 20 milliards ; cette immense valeur par suite de la nécessité du déplacement n'a pu être pendant très longtemps aucun élément de crédit pour l'agriculture. Mais la loi qui organise le crédit mobilier faisant l'objet de notre travail, nous en étudierons bientôt d'une façon détaillée la portée économique et le caractère juridique.

II. — *Crédit personnel.*

Nous arrivons au crédit personnel. Ici le créancier fonde sa confiance sur les qualités personnelles, morales et professionnelles de son débiteur, sans exiger de lui, pour la sécurité de sa créance, aucune affectation spéciale d'un bien mobilier ou immobilier. Le patrimoine du débiteur répond de son engagement, mais son propriétaire conserve le droit d'aliéner sans qu'il puisse être inquiété, sauf le cas de fraude, par le créancier. Beaucoup d'hommes compétents prétendent que, bien organisé, avec des réformes législatives et notamment la création de certaines institutions spéciales de crédit, le crédit personnel serait pour l'agriculture la source de crédit la plus abondante et la plus commode. C'est le crédit personnel qui sert de base au commerce et l'on devine quelle force peut procurer au commerçant cette facilité de se procurer l'argent nécessaire à ses opérations par sa simple signature.

On dit : pourquoi ne pas créer entre l'agriculteur et le commerçant l'assimilation juridique, puisque la science tend de plus en plus à établir entre eux une assimilation matérielle ? Aujourd'hui, grâce aux progrès de la vapeur, à la rapidité des communications, l'agriculture devient une industrie. Toutes les terres peuvent arriver aux marchés que la distance leur rendait autrefois inaccessible. Au lieu de viser exclusivement à la satisfaction de ses besoins et de ceux de sa

famille, l'agriculteur contemporain, comme un véritable industriel, produit, transforme en vue de la vente ; les contrats agricoles, rares autrefois, deviennent réguliers et fréquents ; et les partisans du système que nous exposons proposent d'élargir au profit de l'agriculteur les règles surannées et étroites du Code civil.

Les réformes proposées sont : 1° la commercialisation du billet à ordre émis par l'agriculteur ;

2° L'extension aux agriculteurs de la juridiction commerciale et de la faillite.

Ce sont là d'importantes réformes, mais les considérations qui leur servent d'exposé de motifs sont-elles très exactes ? Nous avons vu quelle influence puissante la science peut exercer sur l'agriculture. Mais il ne faut pas exagérer les progrès réalisés. Les agriculteurs mettant en pratique les enseignements de la science ne sont pas nombreux ; ce sont de grands propriétaires qui expérimentent, à leurs risques et périls. Mais avant que le petit propriétaire, dans les limites de son champ et de ses ressources, fasse de la culture scientifique ; un long temps peut s'écouler ; il n'adoptera qu'à la longue les procédés nouveaux confirmés par des expériences heureuses qu'il aura vu réussir sous ses yeux.

Est-ce à dire que les réformes proposées doivent être indéfiniment ajournées ? non. Mais en ce qui concerne la commercialité qu'il faut donner au papier de l'agriculteur, on s'en exagère l'importance. Il suffit, dans l'état actuel de la jurisprudence, que le billet à ordre

soit revêtu de la signature d'un commerçant pour qu'il devienne commercial. Remarquons, en outre, que, les sociétés agricoles créées par la loi de 1894 étant commerciales, tous les billets des agriculteurs qu'elles endosseront deviendront des effets commerciaux. Quant à la faillite, elle favoriserait certainement le crédit de l'agriculteur ; le créancier n'ayant à redouter, en cas d'insolvabilité, aucune préférence consentie à d'autres créanciers par le failli, ni les lenteurs et les frais de la procédure civile, se montrera moins exigeant dans les conditions du prêt. Mais à côté de ces avantages surgissent une foule d'inconvénients. Comment habituer le paysan aux exigences commerciales ; à cette procédure rapide et rigoureuse, à ce respect de l'échéance qu'il ne possède aucunement ? On cite bien l'exemple du paysan d'Ecosse, mais la nature du paysan français rendra peut-être son éducation plus difficile qu'on ne le croit.

Mais un grand obstacle à l'assimilation proposée est la différence de terme entre le papier agricole et le papier commercial. Le commerçant se contente très aisément d'un terme de trois mois, il peut à volonté activer et multiplier ses opérations, il peut presque en préciser mathématiquement la durée et l'époque de liquidation.

L'agriculture n'a pas cette souplesse et cette indépendance, elle doit pour ainsi dire régler son pas sur la marche de la nature physique, ne pouvant opérer

qu'à des intervalles réglés, et sujette aux caprices des saisons. Toutefois l'obstacle n'est pas insurmontable et les lois de 1894 et de 1899 que nous étudierons ont eu pour but de diminuer cet inconvénient.

Quoi qu'il en soit, sur cette question d'assimilation entre l'agriculture et le commerce, absolument impossible à généraliser dans l'état actuel des choses, la législation suisse nous paraît avoir trouvé la meilleure solution.

Il dépend de la volonté de chacun d'être ou non considéré comme commerçant. Toute personne, inscrite sur le registre du commerce déposé au greffe, est réputée commerçante. Le grand propriétaire, qui se trouve gêné par les règles trop étroites du Code civil, peut donc obtenir que la législation commerciale plus large et plus rigoureuse lui soit appliquée.

§ 5. — Rôle des banques.

Les trois sortes de crédit étant ainsi améliorées, de grandes réformes sont encore à faire si l'on veut utiliser ces améliorations. Le législateur français a essayé de les accomplir par la création des sociétés agricoles, et des banques régionales. Avant de les étudier, il nous paraît utile, pour mieux les comprendre, d'examiner les institutions étrangères qui ont pu inspirer notre législateur.

Il ne suffit pas de multiplier entre les mains de l'agri-

culteur les éléments de crédit, de fortifier les garanties qu'il peut fournir, de l'autoriser à émettre des cédules hypothécaires, des warrants, des effets de commerce ; ces améliorations législatives n'ont qu'un but, faciliter à l'agriculteur l'entente avec le capitaliste ; si le premier ne rencontre pas celui-ci, tout est vain. Mais supposons que la rencontre ait eu lieu. Toutes les difficultés ne sont pas encore aplanies ; le capitaliste peut n'avoir qu'une partie de la somme dont l'emprunteur a besoin, et celui-ci préfère la recevoir tout entière d'un seul créancier ; à l'inverse il se peut que le capitaliste ait une somme supérieure aux besoins de l'emprunteur et que pour n'avoir qu'un seul débiteur il ne veuille faire qu'un prêt. Enfin l'entente sera malaisée, si le capitaliste ne connaît pas l'emprunteur, et elle ne se fera pas, si celui-ci veut ne recourir qu'au crédit personnel.

C'est ici qu'intervient la banque, réservoir de fonds dont le banquier s'attache, par des opérations multiples, à tirer le plus grand profit. Des banques locales, avec une organisation particulière, peuvent rendre de grands services à l'agriculture.

Étudions-les d'abord à l'étranger.

1. — *Banques d'Ecosse.*

Ces banques sont célèbres. Aucune distinction n'est faite entre commerçant et agriculteur. Comme toutes les banques, elles font de l'escompte, des avances, elles

reçoivent des dépôts. Mais leur trait caractéristique est l'usage merveilleux qu'elles font du « cash account » ou compte courant.

Toute personne présentée à la banque par deux cautions connues et solvables et qui répondront solidairement des obligations de l'emprunteur, peut se faire ouvrir un compte courant. Les avantages du compte courant sont nombreux. L'emprunteur use du crédit qui lui est ouvert comme il l'entend, ne puisant que l'argent qui lui est nécessaire et ne payant l'intérêt que de celui qu'il prend. Le compte courant maintient des rapports continus entre le client et la banque qui le surveille, le conseille et le soutient.

La responsabilité des cautions produit aussi un excellent résultat. « Il est difficile, dit M. Mac Léod, pour qui n'en a pas été témoin, de comprendre à quel point la moralité du peuple s'élève par le contrôle incessant que les cautions exercent sur les débiteurs. Tous sont intéressés au succès les uns des autres ; aussi ceux qui se conduisent mal, les débauchés, les paresseux, les ivrognes, ne trouvent pas de garants, n'ont aucun crédit. »

Dans l'enquête de 1826, nous recueillons encore ce témoignage : « Nous avons vu des jeunes gens partant des plus humbles conditions, domestiques, valets de ferme qui se sont bien conduits pendant ce temps d'épreuve, se faire ouvrir avec l'aide de leurs amis, un crédit dans une banque et s'élever au rang de gros fer-

miers, de manufacturiers de haut crédit au grand bénéfice du pays. » Les pertes éprouvées par la banque sur les comptes courants sont insignifiantes ; l'agriculteur soumis à la faillite est déjà fait aux habitudes commerciales, et il a le scrupule de l'échéance. Le ressort des banques d'Ecosse, ce n'est pas l'émission, mais les *deposit receipts* très souvent constitués par l'épargne des petites gens. « En résumé, dit M. des Essarts, les opérations des banques d'Ecosse forment en quelque sorte un cycle fermé ; leur rôle est d'aider à la formation du capital et de le distribuer pour féconder le travail qui le restitue après lui avoir fait remplir à son profit et à celui du pays tout entier le rôle auquel il est destiné. »

Le caractère des banques d'Ecosse est d'être purement économiques et non philanthropiques, et cependant les hommes les plus autorisés attribuent aux services rendus par ces banques l'incomparable prospérité de l'agriculture d'Ecosse.

II. — *Institutions de crédit allemand.*

C'est sur la mutualité que sont fondés les deux types les plus connus des institutions de crédit allemand. Nul n'a mieux mis en lumière le fonctionnement de la mutualité que M. Vollemborg. Il dit : « Si un travailleur ne possédant rien, mais honnête et vigoureux,

(1) *Réforme sociale*, 16 juin 1893.

vous demande une avance de 50 francs, vous vous garderez bien d'y consentir, si vous n'entendez pas risquer votre argent. Pourtant notez ceci : si cet homme pouvait échapper à la mort, à la maladie et à toute autre mauvaise destinée pendant deux ans par exemple, il serait à même, au jour de l'échéance, de vous rendre votre argent ayant réalisé, en outre, quelques bénéfices. Ce n'est que ce conditionnel qui vous empêche de consentir à l'avance demandée. Eh bien la solidarité le prend à son compte. L'expérience prouve que pendant l'espace de temps ci-dessus, sur 100 travailleurs la mauvaise destinée en atteindra 2 en moyenne, il en résultera que 98 seront à l'abri. Cependant il est impossible de distinguer d'avance les heureux et les malheureux. Mais supposez que 100 travailleurs se déclarent prêts à payer la dette de ceux qui peuvent devenir insolvables, qu'advient-il ? On substitue le rapport d'étendue au rapport d'intensité. Par le partage des pertes, l'effet du hasard est neutralisé et il devient naturel que le capitaliste ouvre sa caisse pour avancer à chacun des travailleurs non pas 50 francs il est vrai, mais 49 fr. — 1, c'est la part du feu ; il n'y a qu'une pure application du principe de l'assurance. »

Nous allons très rapidement esquisser dans un court parallèle les traits saillants des associations d'avances de Schulze-Delitsch et des caisses Raiffeisen suivant les principes des deux fondateurs ; car aujourd'hui on trouve des établissements intermédiaires dont la phy-

sionomie s'est formée d'emprunts aux principes des deux types originaux (1).

Le but poursuivi est le même : moraliser le peuple et l'habituer à l'épargne ; l'organisation seule diffère.

Les *Vorschussvereine* sont formés surtout de l'élément urbain, ouvriers, petits commerçants ; les caisses Raiffeisen sont formées exclusivement par l'élément rural. Les premières opèrent sur un vaste territoire, car plus l'association est étendue et plus s'accroît sa puissance ; les secondes au contraire sont une institution locale dont les opérations seront d'autant plus sûres et efficaces que l'action de la caisse sera circonscrite par un plus petit rayon ; elles embrassent ordinairement le ressort de la commune.

Les *Vorschussvereine* étant une association d'ouvriers sans fortune, il est nécessaire pour rassurer les créanciers, de constituer un capital à l'aide de la souscription des actions (le montant de l'action varie de 350 à 750 fr.) ; des droits d'entrée, d'opérations de banques ; le taux de l'intérêt est de 14 0/0 ; mais ce taux élevé est compensé par la distribution de dividendes. Dans la caisse Raiffeisen, pas de capital social ; il n'est pas nécessaire, les biens immobiliers des associés couvrant jusqu'à vingt fois les opérations. L'intérêt consenti par la caisse est de 5 0/0. Le fonds de réserve s'accroissant sans cesse, car il n'y a pas de

(1) Voir ouvrage de M. L. Durand, *Le crédit agricole*.

distribution de dividendes, est impartageable ; il survit à la société. Déposé dans une caisse publique il sert de capital à une nouvelle caisse Raiffeisen, postérieurement créée. Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Les deux institutions reposent sur la solidarité illimitée des membres, font les mêmes opérations de banques et pour les avances consenties elles exigent des garanties, hypothèque ou gage. Mais il existe une grande différence dans le terme du prêt. Schulze ne veut pas entendre parler d'un prêt de plus de trois mois. La caisse Raiffeisen a un but surtout agricole. Or l'agriculture a besoin d'une échéance reculée ; la caisse Raiffeisen, moyennant le droit de surveiller l'emploi des fonds et celui de réclamer le remboursement immédiat du capital détourné de son but, consent des prêts de longue durée, quinze et vingt ans.

On ne saurait hésiter à dire que la caisse Raiffeisen apporte au crédit agricole un appui plus efficace. L'œuvre de Raiffeisen a un caractère marqué de bienfaisance, les fonctions d'administrateurs sont gratuites, il n'y a pas de distribution de dividendes, personne n'a intérêt à multiplier le chiffre des opérations et à lancer l'association sur une voie périlleuse. On n'en peut dire autant de l'œuvre de Schulze, la distribution des dividendes, le prélèvement attribué aux administrateurs, peuvent causer un entraînement dangereux et conduire à la faillite, comme il est arrivé quelquefois.

Ces institutions si ingénieuses, après avoir rendu les

plus précieux services aux classes peu aisées en Allemagne, ont été transplantées à l'étranger, en Italie notamment par le dévouement de MM. Luzzatti et Vollemborg.

III. — *Institutions françaises de crédit agricole.*

Il est temps de voir ce qui s'est fait chez nous. En France, à part quelques caisses Raiffeisen, nous sommes loin d'avoir créé des sources si précieuses de crédit.

Avant la loi de 1894 une seule tentative d'organisation de crédit agricole proprement dit avait été faite.

En 1861, la Société de crédit agricole fut fondée; elle était, pour ainsi dire, une émanation du Crédit foncier, créée pour jouer le rôle agricole que ce dernier n'avait pu remplir. Mais, malgré ses agences, elle était placée trop loin des emprunteurs pour faire avec eux des opérations de tout repos. Elle chercha dans des affaires qui n'avaient rien d'agricole l'emploi productif de ses capitaux.

Cette violation formelle de ses statuts causa sa ruine. La suspension des paiements du gouvernement égyptien fut l'arrêt de mort de la Société qui lui avait avancé 160 millions. La liquidation fut confiée au Crédit foncier.

C'est le sort qui attend tout établissement de crédit fondé sur la même base. Un projet de loi déposé en 1892 par MM. Rouvier et Develle ne tendait à rien moins qu'à faire renaître la Société de crédit agricole. Voté à la Chambre, le projet est encore au Sénat.

Le seul moyen efficace d'organiser le crédit est la création de banques locales, opérant dans un faible rayon, connues du paysan qu'elles pourront aussi connaître et surveiller. Il faut essayer de transplanter chez nous les banques d'Ecosse et les institutions allemandes. Ce sont ces idées qui ont inspiré la loi sur les sociétés agricoles du 5 novembre 1894.

M. Méline voulant, selon son expression, organiser le crédit « par en bas », a profité des cadres tout formés que lui offraient les syndicats agricoles.

Ces sociétés que le syndicat ou une partie de ses membres peuvent fonder sont animées d'un esprit de bienfaisance ; l'article 3 de la loi prohibe toute distribution de dividendes ; ce trait est emprunté aux caisses Raiffeisen. La société est commerciale, le capital social appartient à la société considérée comme personne morale, le droit de chaque associé est mobilier, l'actif social est le gage exclusif des créanciers sociaux, etc. Les statuts peuvent établir la responsabilité illimitée. La société facilite et garantit les opérations concernant l'industrie agricole. Elle se livre à l'escompte des effets souscrits par les agriculteurs. Les prêts directs sont consentis rarement et l'emploi des fonds étroitement surveillé ; la société peut recevoir des dépôts et ouvrir des comptes courants.

La loi toute récente du 30 mars 1889, institue les caisses régionales de crédit mutuel ; elle précise la nature, l'étendue de leurs opérations, l'appui qu'elles prêteront aux sociétés agricoles. Pour faciliter leurs

débuts, le gouvernement leur accordera des prêts gratuits prélevés sur les 40 millions, qu'aux termes de la convention du 31 octobre 1896, la Banque de France doit avancer à l'État, et sur la redevance des deux millions annuels dont elle est débitrice envers lui.

Les caisses régionales peuvent avancer aux sociétés agricoles le fond de roulement dont celles-ci ont besoin pour se constituer.

Les banques régionales escomptent les billets endossés par les sociétés et qui peuvent être, dès lors, réescomptés pour les trois derniers mois, par la Banque de France. Elles ne doivent réaliser aucun bénéfice, elles reçoivent des dépôts, émettent des bons garantis par les effets en portefeuille.

Le but des banques régionales a été d'appuyer et de soutenir les sociétés agricoles qui, faute de cet appui, n'avaient pas donné tous les bons résultats que leur auteur en attendait, comme M. Méline en a fait l'aveu à la Chambre.

Nous venons de jeter un coup d'œil rapide sur cette vaste question du crédit agricole ; autant que nous l'a permis le cadre que nous nous étions tracé, nous avons essayé de mentionner toutes les réformes urgentes dont les législations étrangères nous ont si souvent donné l'exemple et le modèle. Nous avons ensuite examiné les lois récentes, et c'est à l'étude de l'une d'elles, que nous avons laissée de côté parce que nous l'avions prise pour objet de notre travail, que nous allons maintenant nous attacher.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA RÉDACTION DE LA LOI DU 18 JUILLET 1898.

PRÉCÉDENTS LÉGISLATIFS.

Généralités.

La loi du 18 juillet 1898 (1), qui fait l'objet de cette étude, se rattache à l'organisation du crédit agricole mobilier.

L'agriculteur n'avait jusqu'à présent à sa disposition que le crédit personnel et le crédit immobilier, tous deux insuffisants.

L'organisation du crédit réel mobilier avait rencontré deux obstacles principaux qui avaient paru insurmontables.

Le premier était tiré des principes du Code civil sur le nantissement, qui exigent la mise en possession réelle du créancier. L'objet qui lui sert de gage doit être remis entre ses mains ou à celles d'un tiers convenu, afin que la garantie qu'il lui offre soit sérieuse. Il serait toujours à craindre, en effet, si le débiteur gardait l'objet engagé, qu'il ne le vendît pour en faire de l'argent. Le

(1) Voir Hagrel, *Des warrants agricoles* ; Louis Perrin, *Warrants agricoles*. Lois nouvelles, 15 janvier, 1^{er} février 1899.

créancier se trouverait dépourvu de tout recours contre l'acquéreur, en présence de la règle formulée par l'article 2079 qui prohibe la revendication des meubles. D'autre part, si l'objet restait entre les mains du débiteur, il serait un élément de crédit pour lui. Les tiers lui donneraient leur confiance sur la foi des apparences. Le crédit général en souffrirait. Aussi l'article 2076 du Code civil dispose-t-il que « dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties ».

Un autre obstacle s'était aussi élevé devant l'organisation du crédit mobilier de l'agriculteur. C'est le privilège du bailleur qui porte, suivant l'article 2012-1°, « sur les fruits de la récolte de l'année et sur le produit de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme ».

Cependant l'idée de permettre à l'agriculteur d'emprunter sur ses récoltes pénétrait de plus en plus dans les sphères législatives. Depuis le milieu de ce siècle, elle avait été constamment agitée dans le sein des commissions d'enquête sur l'état de notre agriculture et sur les moyens d'organiser le crédit agricole.

Nous avons déjà signalé les projets qui furent élaborés. Voyons maintenant de plus près ce qui fut fait au point de vue de l'organisation du prêt agricole et plus spécialement du warrant.

§ 1. — **Historique. — Essais infructueux. — Vote de la loi du 18 juillet 1898.**

La commission de 1856, plus tard celle de 1866 s'étaient, nous l'avons vu, montrées favorables à l'introduction dans notre loi d'un gage sans déplacement, au profit de l'agriculteur.

Mais le projet élaboré conformément à leurs conclusions ne franchit pas le seuil de l'enceinte législative. Il fut arrêté par le Conseil d'Etat, qui éleva contre son adoption les objections que nous avons déjà signalées.

Cet échec ne fut que provisoire.

Malgré les plaisanteries qu'on se plut à diriger contre le crédit agricole, ses défenseurs n'abandonnèrent pas les idées qu'ils voulaient faire triompher.

On avait beau rééditer la boutade de Louis XV, prétendant que le crédit soutient l'agriculteur comme la corde soutient le pendu, ils renouvelèrent sans cesse leurs propositions, mettant toujours la question sur le chantier, afin de trouver dans la discussion une base d'entente donnant satisfaction aux critiques dirigées contre les solutions qu'ils proposaient.

L'obstacle le plus sérieux à l'adoption du projet fut peut-être le peu d'empressement avec lequel les populations agricoles l'accueillirent.

Inconnu de la masse qui ne pouvait donner son avis, parce qu'on ne la consultait pas et qu'elle était trop peu

familiarisée avec les principes juridiques et économiques mis en jeu, il n'avait trop souvent que le dédain des grands agriculteurs à qui leur fortune permettait de ne pas avoir recours à l'argent des autres et qui seuls étaient appelés à formuler leur opinion. Sans médire des grands propriétaires on peut bien constater qu'ils sont peu enthousiastes pour les mesures démocratiques.

Mais lorsque la consultation a pu descendre plus profondément dans la masse des populations agricoles, lorsque les conseils généraux, les sociétés d'agriculture, les syndicats d'agriculteurs, les comices agricoles ont pu donner leur avis, on s'est aperçu de quel mal elles souffraient.

Le petit propriétaire, le petit fermier n'ont pas d'argent. Obligés de payer au jour le jour les multiples dépenses qui s'échelonnent sur l'année entière, alors que les réalisations ne se font qu'à une certaine époque de l'année, ils sont obligés d'emprunter pour payer la main-d'œuvre, les engrais, les semences, les outils et mille autres dépenses journalières. Aussi s'empressent-ils de vendre les fruits de la terre dès qu'ils sont récoltés. Le marché se trouve ainsi envahi de produits. Une baisse fatale de prix en résulte. Les statistiques le démontrent. Le producteur en souffre, le consommateur n'en profite pas. Seul l'intermédiaire qui fait des achats considérables pour revendre à la consommation, au fur et à mesure des besoins, réalise des profits considérables au détriment du producteur.

Après l'enquête à laquelle il fut procédé à partir de 1878 par des commissions nommées par le ministre de l'agriculture et par le ministre des finances, un projet de loi fut déposé par M. Mahy, ministre de l'agriculture et par M. Léon Say, ministre des finances, qui reprenait les idées émises dans les commissions agricoles du second Empire, en leur donnant une formule un peu plus précise.

Nous avons vu quelles réformes le projet proposa d'accomplir et nous avons dit comment il échoua au Sénat objectant que le privilège du bailleur n'était pas suffisamment sauvegardé.

Entre temps furent votées à l'étranger un certain nombre de lois dans le même ordre d'idées.

C'est ainsi notamment qu'une loi belge du 25 avril 1884 vint organiser le prêt agricole. D'autre part, le législateur italien vota, le 23 janvier 1887, une loi qui permettait à l'agriculteur d'emprunter sur les produits de la terre récoltés ou non, sur les instruments ruraux et sur le bétail et de constituer, en garantie de ce prêt, un privilège spécial. Plus récemment la Russie organisa le prêt sur récoltes par la banque d'empire (statut des 6-8 juin 1894).

Le législateur français, stimulé par ces exemples, et se rendant compte du besoin d'argent qu'avait l'agriculteur, se remet à l'œuvre.

En 1890, M. Emile Ferry formule une nouvelle pro-

position de loi qui fit l'objet d'un rapport de M. Dupuy-Dutemps à la Chambre des députés. Mais on en resta là. Dès l'année suivante, la question reparut sous un nouveau jour. Un député, M. Martinon, s'apercevant que l'idée du gage à domicile trouvait de trop vives résistances auprès du législateur, songea à l'organisation du warrantage des produits agricoles, sur le modèle des warrants commerciaux.

Il proposa en conséquence la création de docks-greniers destinés à recevoir les céréales d'un certain rayon.

L'administration de ces magasins devait délivrer des certificats négociables aux déposants, qui pourraient ainsi emprunter en gage les céréales déposées qui ne pourraient être retirées que contre la présentation de ce certificat.

L'auteur de la proposition montrait que cette institution avait rendu de grands services aux États-Unis, en Allemagne et en Russie. Il faisait en outre ressortir les avantages que présenterait cette organisation en cas de mobilisation.

La proposition n'eut pas alors les honneurs d'une discussion publique.

Elle a été renouvelée le 28 octobre 1897.

Elle est toujours à l'étude.

Depuis lors, l'entente est faite au sujet de l'établissement du warrant agricole sans déplacement du gage. Le 13 mars 1897, M. Delaunay déposa une proposition

de loi ayant pour objet de permettre la constitution du gage à domicile et la création de warrants agricoles négociables.

Cette proposition que nous n'analyserons pas en détail pour le moment fut l'objet d'un rapport de M. Brindeau montrant le triple but poursuivi par l'auteur de la proposition, savoir : 1° procurer aux agriculteurs les moyens de bénéficier des dispositions de la loi du 5 novembre 1894, sur les sociétés de crédit agricole, en constituant à peu de frais un gage sérieux ;

2° Leur permettre d'attendre le moment favorable pour la vente de leurs produits, au lieu de les vendre à des prix peu rémunérateurs au lendemain de la récolte ;

3° Enfin, éviter ainsi l'avisement des prix qui se produit régulièrement à certaines époques, lorsque les agriculteurs sont obligés, faute d'argent, de jeter sur le marché une trop grande quantité de produits (1).

Le gouvernement qui approuvait en principe la proposition de M. Delaunay, crut cependant devoir y

(1) Voici, d'après M. Chastenot, quelques chiffres significatifs, produits par MM. Delaunay et Brindeau relativement au cours du blé sur le marché de Paris pendant cinq ans de 1891 à 1895. Le prix moyen pendant ces cinq années fut de 22 fr. 08 les 100 kilos. Le prix moyen s'abaisse régulièrement dans les cinq mois, qui suivent la récolte ; en août, septembre, octobre, novembre et décembre.

Il descendait à 21 fr. 20, alors que pendant les 7 autres mois il était de 22 fr. 53.

Cet exemple paraît bien probant. On le rendrait plus frappant encore si l'on faisait porter l'enquête sur le prix moyen dans les marchés de province et sur des céréales dont les débouchés sont beaucoup moins ouverts.

apporter quelques changements. Une commission fut chargée par le Ministre de l'agriculture, M. Méline, de l'élaboration d'un projet ayant le même objet.

Le nouveau projet fut présenté à la Chambre des députés le 28 octobre 1897.

La proposition de M. Delaunay et le projet du gouvernement furent renvoyés à la commission dite « des Warrants agricoles » qui accepta en principe les solutions du gouvernement, tout en donnant parfois la préférence à celles qu'avait proposées M. Delaunay.

Nous indiquerons dans l'interprétation de la loi ce qui appartient au projet du gouvernement et ce qui est dû à l'initiative parlementaire.

Le rapport fut fait à la Chambre par M. Chastenet, le 3 décembre 1897.

La discussion commença en séance publique, le 31 mars 1898.

Elle se poursuivit activement, trop vite peut-être. Transmis au Sénat, le texte voté par la Chambre des députés fut accepté sans modifications par le Sénat qui le vota le 6 juillet 1898 après un rapport de M. Calvet.

Cette loi doit-elle être pleinement approuvée ?

C'est ce que nous aurons à rechercher quand nous en aurons étudié les dispositions en détail.

§ 2. — Précédents législatifs.

Nous devons auparavant faire remarquer que cette

loi n'est pas sans précédent, ni dans notre propre législation française, ni surtout dans les lois étrangères.

A. — *Gage à domicile dans nos colonies.*

Le législateur français a créé de 1849 à 1854 un certain nombre de banques coloniales.

Parmi les opérations qu'elles sont destinées à faire se trouvent les prêts sur récoltes même pendantes. La loi du 24 juin 1874 a maintenu cette institution.

Il est permis aux banques de prêter sur récoltes pendantes jusqu'à concurrence du tiers de la valeur présumée de la récolte donnée en nantissement par l'emprunteur.

La loi de 1874 a étendu aux fermiers et aux locataires le droit d'emprunter sur récoltes, à la condition d'obtenir l'agrément du propriétaire. On s'est attaché à limiter le droit d'opposition qu'on lui reconnaissait.

Il est permis à tout créancier, ayant hypothèque sur l'immeuble ou privilège sur la récolte, de s'opposer au prêt, pourvu que sa créance soit exigible au moment de l'opposition ou dans les trois mois.

Lorsqu'une personne désire emprunter sur ses récoltes, elle fait connaître son intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance sur un registre spécialement tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement.

Un délai est ainsi ouvert pour former les oppositions.

Ces oppositions sont inscrites par le receveur de l'enregistrement en marge de la déclaration.

A l'expiration du mois qui suit la déclaration, le prêt peut être réalisé par la banque. Le prêt est accompagné d'un acte de cession éventuelle de la récolte jusqu'à due concurrence.

L'acte de prêt sur cession de récoltes pendantes est inscrit sur le registre tenu par le receveur de l'enregistrement.

Le receveur doit délivrer à tous ceux qui le requièrent un extrait des actes transcrits.

La banque exerce ses droits et actions sur les récoltes, par préférence à tout créancier qui n'aurait pas formé opposition comme le lui prescrit la loi. Cependant la saisie immobilière, transcrite antérieurement au prêt, est de plein droit opposable au prêteur.

Si l'emprunteur néglige de faire sa récolte en temps utile, la banque peut se faire autoriser à la faire elle-même effectuer.

A plus forte raison, l'emprunt peut-il être fait sur les produits récoltés, qui peuvent être déposés dans un magasin général. Le déposant reçoit alors un warrant négociable par voie d'endossement.

Les souscripteurs, accepteurs, endosseurs ou donneurs d'aval des effets souscrits en faveur des banques coloniales, ou négociés à un établissement sont justiciables des tribunaux de commerce à raison de ces engagements et des nantissements qui les garantissent.

Aux termes de l'article 13 de la loi, l'article 408 du Code pénal est applicable à tout propriétaire, usufruitier,

gérant, administrateur ou autre représentant du propriétaire, à tout fermier, métayer, locataire de terrains, ou entrepreneur qui a détourné ou dissipé, en tout ou en partie, au préjudice de la banque, la récolte cédée à cet établissement.

Ces banques ont été fondées dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane française et du Sénégal. Leurs statuts sont annexés à la loi du 24 juin 1874.

Elles ont rendu de grands services à nos colonies, en abaissant considérablement le taux de l'intérêt de l'argent.

Les prêts sur récoltes consentis par les Banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, au cours de l'exercice 1896-1897, ont atteint le chiffre de 23 millions.

B. — *Législations étrangères.*

Depuis l'époque où le législateur français avait cherché à doter l'agriculture d'une loi sur le gage à domicile, les législateurs étrangers qui s'étaient eux aussi mis à l'œuvre, avaient voté un certain nombre de lois que nous avons déjà signalées et dont nous devons faire connaître l'économie générale, bien qu'elles ne s'inspirent pas du même esprit.

La loi belge, du 25 avril 1884, sur les prêts agricoles (1), organise des comptoirs agricoles qui font des

(1) *Annales de la Soc. de législ. comp.*, 1884, p. 469.

prêts aux agriculteurs spécialement avec les fonds qui leur sont fournis par les Caisses d'épargne. On sait qu'un emploi analogue des fonds de caisses d'épargne française a été vainement demandé : le législateur a cru plus important, pour le maintien du taux de la rente, d'en ordonner l'emploi en rentes sur l'État.

L'emprunteur à qui le comptoir fait des avances peut, par une convention expresse, affecter à la garantie du prêt qui lui est consenti, les objets formant, aux termes de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, le gage du bailleur d'immeubles, c'est-à-dire tout ce qui garnit la ferme, tout ce qui sert à son exploitation et les fruits de la récolte de l'année (art. 20).

Il est à noter qu'en frappant spécialement ces fruits, le législateur n'a pas entendu exclure ceux des années précédentes, s'ils n'ont pas encore été vendus (1). L'acte doit indiquer la nature et la valeur des objets grevés.

La convention a pour effet de créer un privilège au profit du prêteur.

Pour conserver son privilège, le prêteur doit le rendre public sur un registre spécial, tenu par le receveur de l'enregistrement.

La date de l'inscription fixe le rang du privilège.

L'inscription assure au prêteur le droit de préférence et le droit de suite. Le prêteur exerce le droit de suite,

(1) Voir sur la loi de 1851 : Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXX, nos 410 et suivants.

conformément aux dispositions de l'article 20, n° 1 de la loi du 16 décembre 1854 (1). Il peut donc, comme le bailleur, saisir et revendiquer à l'encontre des tiers, les objets affectés à son privilège, même entre les mains des tiers acquéreurs, si ces objets ont été déplacés sans son consentement.

Si l'emprunteur n'est qu'un simple fermier, le privilège du prêteur ne passe qu'après celui du bailleur, à moins que celui-ci ne lui ait cédé son rang. Mais pour ne pas rendre illusoire la faculté accordée au fermier d'emprunter sur ses récoltes la loi a restreint le privilège du bailleur (art. 2).

Il est intéressant d'observer que le privilège agricole peut être stipulé pour la garantie des prêts faits en exécution d'une ouverture de crédit. De cette façon, l'agriculteur peut ne réclamer les avances promises qu'au fur et à mesure des besoins de son exploitation. Le privilège prend rang à la date de son inscription, sans égard aux époques successives de la délivrance des fonds (art. 13).

La loi italienne du 23 février 1887 (2) est conçue dans un esprit analogue.

Elle permet aux propriétaires ou aux fermiers des fonds ruraux de constituer, au profit des établissements faisant les opérations de crédit agricole, un privilège spécial sur les fruits recueillis dans l'année, sur les ré-

(1) Laurent, *op. cit.*, nos 438 et suivants.

(2) *Ann. de la Soc. de législ. comp.*, 1887, p. 493.

coltes qui se trouvent dans les habitations et bâtiments dépendant du fonds rural et qui proviennent de ce fonds lui-même et sur tout ce qui sert à le cultiver ou à le garnir. Le privilège peut aussi être constitué sur les animaux (art. 1 et 2).

Pour la validité et l'efficacité du privilège, un autre écrit, ayant date certaine, est nécessaire (art. 3).

Lorsque le prêt ne dépasse pas 1500 francs, la signature du débiteur qui ne sait pas ou ne peut pas écrire peut être remplacée par une croix ; mais, dans ce cas, l'acte doit être contresigné par deux témoins et certifié gratuitement par un notaire ou un juge de paix.

Le privilège prend rang à la date de son inscription.

Il est primé par le privilège du bailleur, si celui-ci ne lui a pas cédé son antériorité. Mais le bailleur ne peut opposer son privilège à l'établissement prêteur que pour la créance des fermages de deux années échues et de l'année courante, et en outre, si le bail a date certaine, d'une année à venir (art. 5).

Au fond, ce privilège est une véritable hypothèque mobilière. Il est, en effet, primé par tous les créanciers hypothécaires antérieurement inscrits, et prime tous ceux qui ne sont inscrits que postérieurement (art. 8).

Le Statut russe des 6-18 juin 1894 (1) a été rendu à la suite des récoltes de 1893 et 1894, dont l'abondance avait provoqué l'avilissement des prix :

(1) Ladislas Lakrevski, *Dernières institutions du crédit agricole en Russie*.

Il dispose que « à l'égard des personnes qui inspirent toute confiance à la banque, des prêts sur billets à une signature peuvent être consentis aux conditions de faveur ci-après : la banque accepte comme gage des marchandises non portées sur la liste. Les marchandises peuvent être laissées à la garde de l'emprunteur et le montant du prêt peut être porté à 75 0/0 de l'estimation ».

On fonde de grandes espérances sur cette loi, qui permettra à l'agriculteur d'échapper aux étreintes des usuriers.

Si nous comparons dans leur ensemble ces lois avec l'économie générale de la loi française du 18 juillet 1898, nous voyons que l'objet du gage est beaucoup plus large que d'après la loi française.

Tous les produits agricoles, tous les ustensiles de la ferme et le bétail peuvent être donnés en gage.

Dans la loi française certains produits déterminés peuvent seuls être l'objet du privilège du prêteur.

C'est que la conception du législateur français est toute différente. Il n'a pas voulu faire de loi sur le crédit agricole et sur les garanties mobilières qui pourraient être données au prêteur.

Il a voulu organiser le warrant agricole, en s'inspirant de l'organisation donnée au warrant commercial. Il a dû, par conséquent, ne considérer comme susceptibles d'être warrantés que les produits de valeur

suffisamment établie et susceptibles d'être conservés.

Tel est le point de vue auquel il s'est placé, en votant la loi du 18 juillet 1898.

Nous allons étudier en détail les dispositions de cette loi.

Nous diviserons cette étude en six parties :

- 1° Objet du gage ;
- 2° Nature juridique du warrant agricole ; sa constitution, sa circulation ;
- 3° Obligations et droits du débiteur gagiste ;
- 4° Droits du porteur du warrant. Son paiement ;
- 5° Règles de compétence ;
- 6° Droit de greffe et droits fiscaux.

CHAPITRE II

OBJET DU GAGE.

§ 1^{er}. — Principe de la loi. — Conséquences.

Le législateur français, à la différence notamment du législateur italien, n'a pas cru devoir permettre à l'agriculteur d'emprunter sur tous les produits de ses terres, aussi bien sur les récoltes pendantes que sur les produits récoltés. Il a exclu toutes les récoltes sur pied et cela pour un double motif ; d'abord pour ne pas trop encourager l'agriculteur à emprunter. Il a craint des imprudences. D'autre part, il n'a pas voulu porter une atteinte trop sensible au privilège du bailleur. Enfin l'intérêt du prêteur lui-même est que le gage soit le moins aléatoire possible. Ce qu'il a voulu, nous l'avons déjà dit, c'est avant tout organiser le warrant agricole sur un modèle se rapprochant autant que possible du warrant commercial. Le produit doit être susceptible d'une réalisation facile et immédiate.

Au lieu d'être déposé dans un magasin général, il reste chez l'agriculteur, en attendant la création des magasins agricoles.

Tout autre serait la conception juridique du gage sur produits non récoltés. Une loi qui l'organiserait serait toute différente.

C'est ce que l'ancien président de la commission, M. Viger, aujourd'hui ministre de l'agriculture, fit remarquer au Sénat, dans la séance du 8 juillet 1898 (1), pour écarter un amendement proposé par M. Savary et qui avait pour objet d'autoriser le propriétaire, sinon le fermier, à donner en gage tous ses meubles, tous les produits agricoles et industriels et tous les animaux dont il serait propriétaire. Cet amendement, fit observer le ministre, doit faire l'objet d'une proposition de loi spéciale. Le Sénat se rangea à cet avis. C'est pour le même motif et à raison du caractère aléatoire du gage que fut repoussé, à la Chambre des députés, un amendement de M. Codet. M. Codet fit remarquer que si on excluait le warrantage des animaux, on privait du bénéfice de la loi toute la catégorie des agriculteurs qui se consacrent spécialement à l'élevage. Ceux-là, en effet, n'ont que peu de récoltes et ils consomment celles qu'ils ont.

Leur seul revenu destiné à la vente, ce sont les animaux qu'ils élèvent. S'ils ne peuvent les warranter, la loi ne leur profitera pas.

C'est à l'occasion de cet amendement que le rapporteur développa le système de la loi nouvelle. Ce qu'on voulait, c'était ne permettre que le warrantage des récoltes qui pourraient faire l'objet d'un gage, c'est-à-dire qui pourraient être transportées dans un magasin

(1) *Journal officiel*, p. 389.

général et y donner lieu, à l'occasion, à un véritable warrant.

Il faut en outre, ajoutait le rapporteur, que le bailleur de fonds ait une complète sécurité que ne lui donne pas la garantie d'un animal sujet aux risques de mortalité. On ne pourrait prêter avec sécurité que si l'assurance du bétail fonctionnait régulièrement.

Et l'assurance obligatoire est une question trop grave, pour qu'on songe à l'introduire immédiatement dans la loi.

Enfin il complétait son argumentation par ce raisonnement juridique, à savoir, que la loi nouvelle, voulant établir une simple modalité du gage, ne pouvait pas autoriser le warrantage des animaux. Le gage, en effet, ne peut porter essentiellement que sur des meubles. Or les animaux sont le plus souvent des immeubles par destination. Englobés dans l'hypothèque du fonds auquel ils sont attachés, ils ne peuvent pas faire l'objet d'un gage proprement dit. Si on décidait le contraire, on donnerait lieu à des conflits insolubles entre les droits du porteur du warrant et les créanciers hypothécaires.

Entrant dans le domaine de la spéculation législative, le rapporteur faisait remarquer que la séparation des meubles et des immeubles tenait à la nature même des choses, que toute notre législation en était imprégnée, que leur organisation légale était toute différente à de multiples points de vue et qu'on ne pouvait les

traiter de la même manière, sans introduire la confusion dans nos lois.

Il concluait ainsi : « en résumé, en permettant de gager le warrant sur le bétail, vous donneriez au porteur une garantie illusoire par la fragilité même du gage. Cette faculté deviendrait peut-être dangereuse pour le propriétaire, dont elle pourrait mettre le privilège en échec ; dangereuse aussi pour le fermier qui engagerait le bétail, principal instrument de son travail. Mais surtout ce qui m'inquiète et ce qui me paraît être un obstacle péremptoire au vote de l'amendement, c'est qu'il constituerait dans notre loi une anomalie et un non-sens juridique. Il s'agit, en effet, en ce moment d'un projet qui, comme son nom l'indique, organise le gage agricole sous forme de warrant. Or si vous votiez l'amendement il vous faudrait supprimer le titre de la loi qui ne cadrerait plus avec ses dispositions. »

L'amendement fut repoussé à la Chambre (1).

Il fut repris, sans plus de succès, sous une autre forme par M. de Jouffroy d'Abbans.

Au Sénat, l'amendement reparut encore sous une autre forme. M. Legludic proposa de permettre le warrantage de tous les produits de la terre, récoltés ou non, de tous les objets mobiliers et des animaux. Puis abandonnant cet amendement d'une portée trop large, il se rallia à celui de M. Savary, qui proposait de terminer

(1) Séance du 31 mars 1898.

l'énumération par ces mots : « cette limitation ne se rapporte qu'au warrant délivré au locataire ou fermier. Le propriétaire ou usufruitier pourra faire warranter tous les objets mobiliers, tous les produits agricoles et industriels, ainsi que tous les animaux qui sont sa propriété ».

M. le Ministre de l'agriculture renouvela les déclarations du rapporteur de la Chambre. L'amendement, n'ayant pas été soutenu, ne fut pas soumis au vote du Sénat.

§ 2. — Énumération limitative des produits warrantables.

Toute cette discussion nous montre bien la pensée du législateur, qui n'a entendu autoriser que la constitution du gage sur les produits récoltés.

Encore ne l'a-t-il pas autorisée sur tous ces produits, comme le proposait M. Delaunay.

Il n'a permis à l'agriculteur de donner en gage que les récoltes susceptibles d'être conservées.

C'est ce qui ressort du rapport de M. Chastenet et ce qui apparaît aussi très nettement à la lecture de l'article 1^{er} de la loi ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation. Les produits sur lesquels un warrant peut être créé, sont les suivants :

Céréales en gerbes ou battues ; plantes officinales séchées ; légumes secs ;

Fourrages secs, fruits séchés ou féculés ;

Matières textiles, animales ou végétales ;

Graines oléagineuses, graines à ensemençer ;

Vins, cidres, eaux-de-vie et alcool de nature diverse ;

Cocons secs et cocons ayant servi au grainage ;

Bois exploités, résines et écorces à tan ;

Fromages, miels et cires ;

Huiles végétales ;

Sel marin.

Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Le cultivateur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité. »

Cette énumération est limitative. C'est un point incontestable et qui présente des conséquences importantes, soit au point de vue des personnes qui peuvent avoir recours à la loi, soit au point de vue des produits susceptibles d'être warrantés.

Quant aux personnes qui peuvent constituer un warrant agricole, la loi donne cette faculté à tout agriculteur, quel que soit le genre de culture auquel il se livre, pourvu que les produits qu'il récolte figurent dans l'énumération légale. Il importe peu qu'il soit propriétaire ou fermier. Nous verrons seulement qu'elle

impose au fermier l'observation d'une formalité destinée à garantir le privilège du bailleur, lorsqu'il veut constituer un warrant.

La loi ne parle nulle part de l'emprunt à contracter par le colon partiaire.

Nous croyons qu'il ne pouvait être question de permettre au métayer d'emprunter sur les récoltes du domaine qu'il cultive. Ces récoltes ne lui appartiennent que pour moitié et par indivis. Le législateur a même donné au propriétaire, dans la loi du 4 juillet 1889, un pouvoir de disposition très étendu qu'il a refusé au colon. On ne pouvait permettre à celui-ci de donner en gage les récoltes communes. En fait, d'ailleurs, l'emprunt est moins nécessaire au colon qu'au fermier. Le métayer a, dans son propriétaire, un bailleur de fonds intéressé à la bonne exploitation du domaine.

Pour pouvoir user de la faculté que donne la loi, il faut être agriculteur. C'est pour l'agriculture qu'a été faite la loi. L'agriculteur seul peut en bénéficier. Il faudrait donc décider que le commerçant en denrées, de la nature de celles qu'énumère la loi, ne pourrait pas les warranter.

Au point de vue des produits warrantables, ceux-là seuls qui figurent dans l'énumération légale peuvent faire l'objet d'un warrant.

Si on parcourt cette énumération, on s'aperçoit d'ailleurs qu'elle est très large. Elle comprend un grand

nombre de produits qui ne figuraient pas dans le projet du gouvernement. C'est ainsi qu'on y a ajouté les fourrages secs, les fruits séchés, l'alcool de toute nature, les fromages, les miels, les résines, les cires, les huiles végétales, le sel marin.

On s'est préoccupé de donner satisfaction aux intérêts de toutes les régions agricoles de la France. Les produits les plus importants qui sont cultivés dans chacune d'elles peuvent faire l'objet d'un warrant.

Il faut signaler comme particulièrement intéressante la disposition qui autorise le warrantage des alcools (1). Jusqu'à la loi nouvelle, le propriétaire qui récoltait les boissons spiritueuses, et particulièrement celui qui les transformait en eaux-de-vie, devait, s'il voulait emprunter sur warrant, les transporter au magasin général, en sorte que, s'il voulait ensuite les dégager et les faire rentrer chez lui, il devait payer les droits de régie très élevés. Aujourd'hui il peut emprunter en créant un warrant, sans les déplacer.

Le projet du gouvernement a subi sur un autre point une modification importante. L'article 1^{er} de ce projet portait : « tout agriculteur peut emprunter sur les produits provenant de sa récolte et énumérés ci-dessous. » Tel qu'il a été définitivement voté, il dispose que « tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou *industriels* provenant de son exploitation et énumé-

(1) Cf. le rapport de M. Calvet au Sénat.

rés ci-dessous ». L'adjonction du mot « industriel » est intéressante. Elle permet à l'agriculteur de constituer un gage sur les produits qu'il a transformés, comme sur ceux qui proviennent directement de sa récolte. On sait enfin que, dans de nombreuses régions, l'agriculteur transforme certains produits avant de les livrer à la consommation.

Mais une condition essentielle est requise pour que le warrant puisse être créé sur ces produits, il faut qu'ils proviennent de l'exploitation de l'emprunteur. L'agriculteur qui achèterait les produits de son voisin ne pourrait pas créer de warrant sur ces produits. Ce qu'on a voulu, en effet, c'est permettre au cultivateur qui a besoin d'argent de s'en procurer, sans être obligé de livrer ses produits à un prix peu rémunérateur et d'attendre ainsi le relèvement des cours. Mais la loi n'a pas été faite pour faciliter des spéculations.

**§ 3. — Sanction du caractère limitatif de l'énumération
de l'article 1^{er}.**

La création d'un warrant, portant sur des produits autres que ceux qui figurent dans cette énumération, serait nulle. Telle est la sanction qui résulte virtuellement de la loi. Le prêt vaudrait comme tel, mais il ne serait garanti par aucun privilège.

On peut se demander quel serait le caractère de cette nullité. Elle peut être invoquée par toute personne

intéressée et aucun acte ne peut la confirmer. C'est le caractère des nullités absolues. La convention qui établirait le gage sur les produits que le législateur a exclus, violerait une disposition d'ordre public : tout ce qui touche à la création des droits réels est soustrait au domaine de la liberté des conventions. La loi est souveraine et ne souffre aucune dérogation.

Quelle que soit la rigueur du principe, il ne comporte qu'une sanction civile, la nullité absolue. Il ne comporte pas de sanction pénale, c'est un point évident.

N'y a-t-il pas une autre sanction également civile et consistant dans la responsabilité du greffier ? On verra, en effet, qu'aux termes de l'article 3, c'est le greffier de la justice de paix qui doit recevoir la déclaration de l'emprunteur sur la nature des produits destinés à servir de gage et qui délivre le warrant. Ne doit-on pas le considérer comme responsable des warrants créés sur produits non warrantables ?

La circulaire du Garde des sceaux, en date du 16 août 1898, fait au greffier le devoir de prendre garde que la déclaration « ne vise que les produits warrantables et qui sont limitativement désignés dans l'article 1^{er} ». Mais elle ne s'explique pas sur la responsabilité encourue.

Il y a lieu de faire une distinction.

La déclaration faite au greffier vise un produit warrantable, mais est inexacte : il ne doit pas être responsable, pas plus que ne le serait un conservateur des

hypothèques de l'inexactitude des mentions contenues dans l'acte à inscrire ou à transcrire.

Il n'a à cet égard qu'un rôle passif.

Il ne peut être tenu de contrôler la sincérité des déclarations faites par les parties.

Lui imposer ce devoir serait rendre l'application de la loi à peu près impossible.

Mais ce qu'il est obligé de faire, c'est de ne délivrer un warrant que s'il porte sur des produits warrantables. Il n'est nullement excessif de l'obliger à vérifier si les produits donnés en gage figurent dans l'énumération limitative de la loi. La vérification est des plus simples. Aussi il semble bien que, délivrant un warrant sur les produits non compris dans l'énumération de l'article 1^{er}, il devrait être considéré comme responsable pour ne pas s'être conformé à la loi. La responsabilité devrait, d'ailleurs, varier suivant les circonstances. Il y a là une question de fait à résoudre par les tribunaux.

A cet égard, il serait bon de compléter la loi en édictant non pas la responsabilité civile du greffier, mais une simple amende, analogue à celle qui frappe les officiers de l'état civil ou les officiers ministériels qui méconnaissent quelque prescription légale.

CHAPITRE III

NATURE JURIDIQUE DU WARRANT AGRICOLE. — SA CONSTITUTION. — SA CIRCULATION.

SECTION I. — Nature juridique du warrant agricole.

A défaut de crédit personnel, l'agriculteur ne peut se procurer les capitaux nécessaires qu'en fournissant des garanties, en recourant au crédit réel. La loi française lui permettait bien soit de constituer une hypothèque sur ses immeubles, soit de donner en nantissement un ou plusieurs des objets mobiliers lui appartenant. Mais nous avons vu que l'insuffisance de ces moyens de droit commun avait forcé le législateur à voter la loi sur les warrants agricoles.

Nous avons à montrer comment la loi nouvelle déroge au droit commun sur l'organisation qu'elle donne à ces warrants.

En droit civil, le gage consiste dans la remise d'un objet mobilier à son créancier en garantie de sa créance.

Toutes choses mobilières qui sont dans le commerce peuvent faire l'objet d'un gage. Mais pour son efficacité envers les tiers, le gage doit être constaté par un écrit déterminant d'une façon précise l'objet engagé et la créance garantie (art. 2074).

D'autre part, l'objet ne doit pas rester entre les mains du débiteur, au profit duquel il constituerait encore un élément de crédit. Il faut qu'il soit remis au créancier gagiste ou à un tiers convenu. Si l'objet du gage consiste dans un droit incorporel, dans une créance qui ne se déplace pas, la remise du titre est complétée par la signification du nantissement au débiteur (art. 2075).

Pour l'accomplissement de ces formalités, le créancier acquiert un droit de rétention et un privilège sur le prix de l'objet engagé. En cas de non-paiement à l'échéance, le créancier ne peut obtenir la liquidation du nantissement que moyennant une autorisation du tribunal. Toute clause lui permettant de s'approprier le gage ou de simplifier les formalités est prohibée comme constituant un pacte comissoire. Ces formalités très compliquées auraient entravé le commerce. La loi du 23 mai 1863 a simplifié la constitution du gage et sa réalisation (art. 91 à 94, C. comm.).

D'autre part la loi du 28 mai 1858 avait déjà organisé le prêt sur marchandises déposées dans un magasin général.

Le déposant peut donner ses marchandises en nantissement, sans que le créancier gagiste ait à les prendre matériellement en charge.

Au récépissé délivré par le magasin général est annexé un warrant. Lorsque le déposant ne trouve pas un acheteur de ses marchandises et qu'il a besoin de capitaux, il détache le warrant et l'endosse au banquier

qui lui prête des fonds. Le prêteur se trouve ainsi avoir entre les mains un titre à ordre garanti par un gage. La marchandise ne peut, en effet, sortir du magasin général que contre présentation du warrant.

Le magasin général joue le rôle d'un tiers désigné entre les parties pour la détention de l'objet engagé.

Le porteur du warrant non payé à l'échéance fait vendre la marchandise dans les salles attenantes au magasin général et se fait payer par privilège sur le prix.

L'organisation du warrant commercial pas plus que celle du gage civil ne convenait à l'agriculteur.

Le gage civil obligeait l'emprunteur à se dessaisir de l'objet engagé. Le bailleur de fonds, ni personne pour lui, ne veut se charger de la garde des récoltes que l'agriculteur veut donner en gage.

Elles sont généralement trop encombrantes.

Le transport de ces récoltes aux magasins généraux occasionnerait des frais excessifs. Leur nombre est trop restreint et ceux qui existent ne sont pas à la portée des agriculteurs. L'organisation pratique de magasins agricoles est difficile. Nous avons dit qu'une proposition de loi organisant ces magasins avait été déposée en 1891, elle a été renouvelée en 1897.

Jusqu'au vote de ce projet, on ne peut songer à adapter aux besoins agricoles les magasins généraux. Les frais de camionnage, d'assurance, de magasinage, élèveraient d'une façon exagérée le taux de l'emprunt et

détruiraient toute l'utilité que l'agriculteur se propose d'en retirer.

Le législateur, rompant avec les traditions, a cru donner satisfaction aux agriculteurs en leur permettant de constituer, sans déplacement, une sorte de gage sur les produits énumérés dans le chapitre précédent.

Quelle est la nature juridique exacte du warrant agricole ?

Le warrant commercial est un véritable gage, nous l'avons déjà remarqué. Sa constitution n'offre rien de dérogatoire au droit commun du gage, malgré la simplification de quelques règles relatives à sa constitution et à sa réalisation.

Mais dans le droit commercial comme en droit civil, l'objet engagé ne reste pas entre les mains du débiteur ; il est confié aux mains d'un tiers convenu, le magasin général, qui ne peut s'en dessaisir que contre la représentation du warrant.

Lorsqu'au contraire nous examinons le warrant agricole, nous voyons qu'il ne correspond plus à la notion ordinaire du gage. Ce n'est plus un nantissement. Le débiteur garde entre ses mains l'objet engagé.

On a dit, dans la discussion de la loi, que le domicile du débiteur jouait le rôle du magasin général. On a dit encore que les produits engagés avaient leur représentation légale dans le warrant, et que la remise au créancier de ce titre représentatif peut constituer

la tradition exigée par les principes de la constitution du gage. Elle opèrerait une sorte de tradition *brevi manu* des produits warrantés, de telle sorte que leur propriétaire détiendrait, en qualité de dépositaire, pour le compte du créancier gagiste.

Ces analyses juridiques subtiles n'empêchent pas que la notion essentielle du nantissement ne soit pas respectée.

Mais elles nous prouvent que le législateur a entendu considérer le warrant agricole comme un véritable gage à domicile.

On a fait d'ailleurs remarquer que notre loi offrait plusieurs exemples du gage à domicile.

C'est ainsi que le débiteur saisi garde les objets constituant le gage du saisissant (art. 598, C. proc. civ.) (1).

L'analogie est des plus lointaines. On fait encore remarquer que le vendeur d'effets non payés a un droit de gage sur l'objet vendu, bien qu'il soit entre les mains de l'acheteur. L'observation manque de justesse juridique. Le privilège du vendeur d'objets mobiliers ne repose pas sur l'idée d'un nantissement qui n'existe pas, mais sur celle d'une valeur mise dans le patrimoine de l'acheteur.

Plus exactement on a invoqué un précédent législatif récent.

La loi du 1^{er} mars 1898 permet le nantissement d'un

(1) Cf. le rapport de M. Brindeau sur la proposition de M. Delaunay, *Journ. off.*, session de 1897, annexe n° 1552.

fonds de commerce par l'inscription au greffe du tribunal de commerce de la convention par laquelle le commerçant affecte son fonds au remboursement d'un prêt qui lui est consenti.

L'analogie, qu'on n'a pas remarquée et qui paraît cependant à nos yeux la plus frappante, est celle que présente ce gage avec celui offert par le fermier à son bailleur. Le bailleur a un privilège sur les objets servant à l'exploitation du fonds.

Ces objets qui appartiennent au fermier restent entre ses mains. C'est cependant sur la base d'un nantissement tacite que repose le privilège du bailleur en tant qu'il porte sur ces objets (1).

Mais il reste toujours vrai que la faculté d'établir par convention un privilège spécial sur un objet dont on garde la possession constitue une innovation législative.

Dans une législation qui admettrait l'hypothèque mobilière, l'analogie, avec cette sûreté serait beaucoup plus frappante. Notre loi ne l'admet que sur les navires, qui, par leur valeur et leur stabilité, peuvent être assimilés à un immeuble.

Pratiquement, d'ailleurs, la question ne présente pas d'intérêt.

Il appartient au législateur de créer des privilèges nouveaux sous les conditions qu'il détermine. L'import-

(1) En tant qu'il porte sur les récoltes du fonds, il a sa base dans l'idée d'une valeur mise dans le patrimoine du fermier par le bailleur.

tant est que l'institution nouvelle soit utile et facile à manier.

Nous allons voir si le warrant agricole répond à ce desideratum par les conditions de sa constitution et par les garanties qu'il confère.

Remarquons, au préalable, que la conservation de l'objet engagé par le débiteur crée une infériorité notable du warrant agricole sur le warrant commercial. Malgré la responsabilité rigoureuse encourue par le débiteur, la garantie qu'il offre n'inspirera jamais la même confiance que s'il se dessaisissait de l'objet. La faculté reconnue au créancier de faire emprisonner son débiteur infidèle décidera moins le capitaliste à faire une avance de fonds qu'une garantie plus certaine de remboursement.

A ce point de vue, la création de docks-greniers ou de magasins généraux agricoles, proposée par M. Martinon dans sa proposition de loi déposée le 28 octobre 1897, donnerait à ceux qui y auraient déposé leurs récoltes un crédit beaucoup plus considérable ; et dès lors serait établie entre les deux warrants agricole et commercial une ressemblance presque absolue.

Mais, étant donné la difficulté d'une organisation vraiment pratique de ces magasins, il faut examiner si l'institution des warrants agricoles, telle qu'elle résulte de la loi de 1898, est pratique et donne des garanties vraiment sérieuses aux capitalistes.

SECTION II. — Constitution du gage.

Le gage peut être constitué par le fermier aussi bien que par le propriétaire sur les produits énumérés dans l'article 1^{er} de la loi.

Mais pour le premier se présente une difficulté spéciale et grave qui avait fait jusqu'à présent échouer toute réforme. C'est qu'il ne faut pas porter atteinte au privilège du bailleur établi sur les récoltes du fermier. Le législateur a donc pris les précautions nécessaires pour garantir les droits du bailleur.

Lorsqu'un agriculteur propriétaire ou fermier, veut emprunter sur ses récoltes, il doit s'adresser au greffe de la justice de paix du canton où elles se trouvent.

Le greffier tient un registre à souche où il inscrit sur les deux parties du registre, c'est-à-dire sur la souche et sur le bulletin à détacher, les mentions exigées par la loi.

§ 1. — Registre à souche.

Ce registre public contient des mentions communes au propriétaire et au fermier. D'autres sont spéciales à celui-ci. Examinons-les dans deux paragraphes ; nous consacrerons un 3^e paragraphe à la publicité du registre.

I. — *Mentions communes.*

Les unes sont obligatoires ; les autres sont facultatives.

Mentions obligatoires. — Ces mentions ont un double objet : spécialiser l'objet du gage et spécialiser la créance à garantir.

L'emprunteur doit, en effet, déclarer, d'une part, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à son emprunt et, d'autre part, le montant des sommes à emprunter.

Ces prescriptions doivent être complétées par la désignation de l'emprunteur dont on indique les nom, prénoms, domicile et qualités.

Toutes ces mentions sont inscrites sur la déclaration de l'emprunteur, dont, comme nous l'avons dit, le greffier n'a pas à vérifier l'exactitude.

Mentions facultatives. — L'emprunteur trouvera d'autant plus facilement un prêteur que la valeur des objets engagés sera déterminée d'une façon plus précise et que, d'autre part, cette valeur se trouvera mieux garantie dans le patrimoine de l'emprunteur.

Aussi avait-on proposé d'exiger une expertise préalable des produits à warranter et l'assurance de ces produits. Cette double obligation n'a pas été maintenue.

L'expertise et l'assurance restent facultatives. Quand elles auront été faites, il sera de l'intérêt de l'emprunteur de les faire mentionner sur le registre du greffe.

De l'expertise. — D'après l'article 2 de la proposition de M. Delaunay « avant tout emprunt, trois échantillons seront prélevés et cachetés par un des experts, dont le juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur aura chaque année dressé la liste. Deux des échantillons seront destinés au prêteur ; le troisième sera déposé au greffe de la justice de paix. La quantité et la valeur de la marchandise, estimées par l'expert sur la base des cours commerciaux du jour, seront indiquées sur un registre à souche déposé à la justice de paix et sur le warrant ».

Cette prescription ne figurait pas dans le projet du Gouvernement.

L'exposé des motifs faisait remarquer qu'elle était le plus souvent inutile.

Le prêteur est le meilleur juge de son intérêt. Il se rend compte par lui-même de la valeur du gage qui lui est offert.

C'est qu'en effet les emprunts sont le plus souvent contractés sur place. Une considération qui n'est pas sans valeur, eu égard à la faible importance des sommes à emprunter, devait aussi conduire à la suppression de cette formalité, c'est l'augmentation de frais qu'elle aurait nécessairement entraînée.

Bien entendu, l'expertise reste permise. Et si elle a été faite, il y a tout intérêt pour l'emprunteur à en faire mentionner les résultats sur le registre du greffe.

De l'assurance. — Sur ce point la loi n'a pas davan-

tage adopté la proposition de M. Delaunay, qui exigeait l'assurance préalable des produits destinés à être warrantés.

Le gouvernement s'était cependant rallié à cette proposition, considérant, disait l'exposé des motifs, que c'est là « une mesure conservatoire qui s'impose au même titre que les soins à donner aux produits warrantés pour leur maintenir la même valeur qu'à l'époque de l'emprunt ».

La commission de la Chambre des députés a repoussé l'obligation de l'assurance.

Elle a craint de prendre parti sur la grave question de l'assurance obligatoire. C'était inexact, à notre avis ; on conçoit très bien que l'établissement d'un warrant ne soit permis que sur une marchandise assurée, sans que le principe de l'obligation de l'assurance soit en jeu. Mais il n'en était pas moins vrai qu'en imposant cette obligation on eût créé une entrave considérable à l'établissement du warrant agricole.

Les assurances agricoles sont, en effet, très peu en honneur chez nous. C'est à peine si l'on assure les bâtiments d'exploitation. Plus rarement on s'assure contre la mortalité du bétail. L'assurance contre les accidents atmosphériques est à peu près inconnue, bien que les dommages causés soient considérables. La grêle cause, en moyenne, une perte annuelle de 90 millions de francs (1) ; la gelée une perte moyenne de

(1) Thèse de M. Taillandier sur les *Assurances agricoles en France*.

70 millions (1). Il est vrai que le warrant ne porte que sur des produits récoltés, qui ne sont plus exposés aux risques de la gelée et de la grêle. Il n'y a guère à craindre pour eux que l'incendie ; et il arrivera assez fréquemment que les récoltes warrantées, si elles sont engrangées, seront garanties par une assurance.

Il n'y avait donc pas lieu d'édicter l'obligation de l'assurance.

D'autre part, si le principe de l'obligation peut parfois se justifier, il ne semble pas que ce soit dans cette circonstance. Le crédit ne s'impose pas. Il doit être loisible à chacun de juger de son intérêt. Si un emprunteur croit qu'une assurance lui facilitera un emprunt, il n'hésitera pas à la contracter. Mais s'il trouve un prêteur qui lui avance des deniers sans assurance, pourquoi l'obligerait-on à s'assurer ? S'il a pris la précaution d'assurer ses produits, il y a tout intérêt pour lui à le faire connaître. L'article 4 dispose à cet égard que « le warrant doit indiquer si le produit warranté est assuré ou non, et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur. »

Le même article dispose dans son alinéa 2 que « les porteurs de warrants ont sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée ». Nous réservons cette question pour l'étudier plus tard.

(1) Rapport de M. Emile Salle à la Société des Agriculteurs de France, 1894.

II. — *Règles spéciales au fermier.*

Le fermier qui veut emprunter sur ses récoltes doit se conformer aux règles que nous venons d'indiquer.

Mais le législateur s'est attaché à garantir le privilège du bailleur.

Il a essayé de concilier les intérêts contraires du propriétaire et du fermier, en permettant au propriétaire de s'opposer à la création du warrant lorsqu'il lui est encore dû des termes échus.

Voyons dans quelles conditions il est mis en mesure d'empêcher le warrantage en pareille hypothèse.

Le législateur, dans l'article 2 de la loi nouvelle, prescrit « au cultivateur, quand il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, d'aviser avant tout emprunt le propriétaire du fonds loué, de la nature, de la valeur, et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter ».

D'après l'alinéa 2, l'avis peut être donné « au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné ».

Que doit contenir la lettre d'avis ? Dans sa circulaire du 16 août 1898, M. le garde des sceaux faisait remarquer l'importance de cette lettre. Il ajoutait : « Il est indispensable que les indications exigées par la loi et qui seront plus tard reportées sur le warrant y soient toutes réunies. »

Il faut, en effet, que le bailleur se rende un compte exact de la diminution que va faire éprouver à son privilège l'emprunt projeté, tant au point de vue de l'objet engagé, qu'au point de vue de l'importance de la somme que le fermier désire emprunter, afin qu'il puisse, en connaissance de cause, faire opposition comme le lui permet la loi.

La loi dit que l'avis est adressé au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal.

Les mandataires légaux sont notamment le tuteur, le père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs, le mari administrateur des propres de la femme sous les régimes autres que celui de la séparation de biens.

Mais, en employant cette expression de « mandataire légal », le législateur a-t-il entendu dire que la lettre ne pourrait être envoyée aux autres mandataires, au mandataire judiciaire ou au mandataire conventionnel ? On ne voit pas pourquoi il l'aurait fait.

Aussi il paraît bien que la lettre pourrait être adressée à l'un ou à l'autre.

C'est certain, selon nous, pour le mandataire judiciaire, c'est-à-dire pour l'administrateur nommé en cas d'absence, conformément à l'article 112 du Code civil ; pour celui qui est chargé de la gestion des affaires d'une personne dont l'interdiction est demandée (art. 497, C. civ.), ou qui est enfermée dans un asile d'aliénés, (loi du 30 juin 1838, art. 32).

Il en est de même, croyons-nous, pour le mandataire conventionnel, chargé de veiller à l'exécution du bail. Mais nous n'admettrions pas qu'il suffise d'adresser l'avis au mandataire chargé seulement de percevoir les fermages. Décider s'il sera fait ou non opposition constitue un acte qui dépasse ses pouvoirs.

Il peut arriver qu'un fermier cultive à la fois les terres de plusieurs propriétaires et réunisse les récoltes provenant de l'exploitation. En pareil cas, une lettre d'avis doit être adressée à chacun des propriétaires. S'il avait eu le soin de séparer les récoltes, il pourrait ne demander l'autorisation qu'à l'un d'entre eux, si les récoltes fournies par le fonds appartenant à celui-ci étaient suffisantes pour constituer un gage convenable eu égard à la somme à emprunter. En procédant autrement, il s'exposerait à voir soulever, par un des bailleurs, une opposition qui rendrait peut-être le warrantage impossible.

La lettre émane du fermier. En pratique, c'est le greffier qui la rédigera le plus souvent. Elle doit, en effet, toujours passer entre ses mains. C'est par son intermédiaire que l'avis est transmis par lettre recommandée.

La lettre doit contenir la demande d'un avis de réception. Il faut prendre toutes les précautions pour que le destinataire ne puisse alléguer son ignorance.

Avant d'envoyer la lettre d'avis, le greffier doit la viser et l'enregistrer.

Le propriétaire, informé de l'intention de son locataire, peut donner son adhésion ou s'opposer à l'emprunt. Il importait de réglementer cette faculté d'opposition au point de vue des causes sur lesquelles elle pourrait être légitimement fondée et au point de vue du délai dans lequel elle devrait être faite.

Opposition du bailleur. — Cette opposition ne peut être fondée que sur une créance de termes échus. Nous avons déjà fait remarquer que la plupart des projets sur le prêt agricole avaient échoué devant l'objection qui avait paru insurmontable et tirée de l'intérêt du bailleur.

Son privilège, qui porte sur les meubles de la ferme et sur les récoltes de l'année garantissant ses loyers échus et à échoir, avait force intangible.

M. Josseau, dont l'autorité était considérable en matière de crédit foncier, avait cependant fait remarquer, dès l'époque où fut discuté le projet de MM. Léon Say et de Mahy, qu'à la rigueur le privilège des loyers à échoir pourrait être restreint. « A l'égard du privilège du propriétaire, nous croyons que s'il doit être réduit à d'équitables proportions, lorsqu'il s'agit de loyers à venir, il n'y faut pas toucher en faveur du prêteur sur gage sans que le propriétaire ait été mis en demeure d'examiner s'il a intérêt à s'y opposer. »

C'est sur la base de cette distinction que le projet a été discuté et en définitive adopté par le législateur de 1898. Ce n'a d'ailleurs pas été sans protestation.

Au Sénat, on prétendit que l'opposition devait être possible même pour le paiement des termes à échoir. Le propriétaire doit être juge de son intérêt.

C'est particulièrement vrai, lorsque le warrantage se produit quelques jours avant l'échéance du terme. Ce terme à échoir devrait tout au moins pouvoir servir de base à une opposition. C'est ce que proposait M. Théodore Girard au Sénat. Mais son amendement fut repoussé après une discussion approfondie à laquelle prirent part notamment l'auteur de l'amendement, le rapporteur et le ministre de l'agriculture (1).

Pour repousser tout amendement destiné à permettre l'opposition à raison de loyers à échoir, on fit remarquer que le propriétaire n'avait nullement à se plaindre. Il ne pourrait évidemment pas s'opposer à une vente immédiate de la récolte ; pourquoi lui permettrait-on de s'opposer à un prêt sur cette récolte ? D'autant plus que le fermier ne contractera généralement ce prêt qu'en vue d'une vente à un prix plus rémunérateur. Le propriétaire n'a rien à perdre. L'adoption de tout amendement autorisant l'opposition du chef des loyers à venir constituerait, suivant l'expression de M. Viger, *l'acte de décès de la loi*.

Le propriétaire pourrait, à sa guise, laisser emprunter son fermier ou s'opposer à tout emprunt. Il est vrai qu'on ne voulait autoriser son opposition du chef des

(1) *Journ. off.* Débats parlement. du 8 juill. 1898.

loyers de l'année en cours, suivant l'amendement de M. Girard, qu'à la condition que le surplus des objets mobiliers garantissant son privilège serait d'une valeur insuffisante pour répondre de sa créance.

Mais on comprend aisément que toute affirmation du propriétaire de l'insuffisance du gage aurait été contredite par le fermier.

Une expertise eût été nécessaire, peut-être même une décision judiciaire. De là des lenteurs et des frais qui auraient rendu impossible l'application de la loi nouvelle. Le fermier aurait eu plus d'intérêt à procéder à une vente immédiate de ses récoltes qu'à les warranter.

L'opposition pour la créance des loyers échus fut donc seule autorisée. On excluait ainsi l'opposition fondée sur la créance éventuelle des loyers à échoir.

Par l'expression de *termes échus*, on a entendu certainement viser tous les termes correspondant à la jouissance passée. Qu'il soit dû un ou plusieurs termes ou qu'il n'en soit dû qu'une partie, l'opposition est recevable. La remarque en a été faite au Sénat. Personne n'a protesté. Rien n'est plus logique.

Faudrait-il aussi permettre l'opposition à raison du terme en cours, s'il était payable d'avance?

Il ne faut pas hésiter à l'admettre. *Terme échu* c'est le terme exigible. Le propriétaire est en droit de se faire payer ce terme actuellement. Il peut s'opposer à ce que la récolte qui forme son gage actuel puisse être affectée par préférence au remboursement d'un prêt.

On sait que le privilège du bailleur ne garantit pas seulement ses loyers et fermages. Il garantit aussi toutes les réparations locatives et d'une façon plus générale tout ce qui concerne l'exécution du bail.

L'opposition serait-elle recevable de ce chef ?

La question paraît délicate en législation. Il est certain, d'une part, que le privilège du bailleur ne saurait être atteint sans une disposition restrictive formelle. Existe-t-elle ? Il ne faut pas hésiter à répondre négativement. La loi ne permet l'opposition que s'il y a des termes échus. On peut justifier cette solution, en répétant l'observation, faite au Sénat, qu'il est toujours loisible au fermier de vendre sa récolte.

Délai de l'opposition. — L'opposition est formée par une lettre recommandée adressée au greffier de la justice de paix.

La loi ne dit pas que cette lettre comporte un accusé de réception. Il sera prudent pour le propriétaire d'en exiger un.

Le délai pour faire opposition est de douze jours. Ce délai est franc (art. 2 al. 3), c'est-à-dire que le premier et le dernier jour ne sont pas comptés. S'il expirait un jour férié il serait prorogé au lendemain (art. 1033, C. proc. civ., modifié par la loi du 13 avril 1895). Le point de départ de ce délai a été fixé au jour de l'envoi de la lettre d'avis par le greffier. Cela paraît peu rationnel.

Le projet du Gouvernement fixait un délai de 10 jours,

qui commençait à courir à dater de l'avis de réception de la poste. Le délai ne courait donc logiquement que du jour où l'avis était parvenu au destinataire.

Craignant sans doute des irrégularités dans la transmission des accusés de réception, la commission crut devoir tout simplifier en augmentant le délai de deux jours et en en fixant le point de départ au jour même de l'envoi de la lettre recommandée par le greffier. C'est ce qui résulte de la disposition de l'article 3, alinéa 2, de la loi ainsi conçue : « Dans le cas où l'emprunteur ne sera point propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier du juge de paix devra, en outre des indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part après douze jours francs, à partir de l'envoi de la lettre recommandée. »

Il résulte également de ce texte que le délai ne s'augmente pas en raison des distances.

On a considéré qu'un délai de douze jours suffisait au propriétaire pour prendre une décision en connaissance de cause. Prolonger le délai au delà de ces limites eût été enlever à la loi beaucoup de son utilité. Le warrant n'est, en effet, créé qu'en présence d'un besoin d'argent pressant. Il est émis dans le but d'empêcher une vente trop précipitée de la récolte. Cette vente inopportune n'aurait pas été empêchée, si les formalités du warrantage avaient été trop lentes.

Lorsque la lettre d'avis a été expédiée, trois hypothèses peuvent se présenter.

1^{re} HYPOTHÈSE. — Le propriétaire déclare ne pas s'opposer à l'emprunt. En pareil cas, l'emprunt peut être contracté immédiatement, même avant l'expiration du délai de 12 jours. Le prêteur n'a rien à craindre du propriétaire qui a donné son consentement formel.

2^e HYPOTHÈSE. — Le propriétaire déclare s'opposer au warrantage projeté. C'est une question que nous examinerons ultérieurement que celle de savoir si le fermier ne peut pas se pourvoir contre cette opposition.

3^e HYPOTHÈSE. — Un délai de douze jours s'écoule sans que le bailleur fasse opposition. A l'expiration de ce délai, l'emprunt peut être contracté. Le propriétaire est censé avoir adhéré tacitement.

En définitive, le registre à souche contient, lorsque l'emprunteur est un fermier, trois nouvelles mentions :

1^o Celle de la qualité du fermier qui appartient à l'emprunteur .

2^o La date de l'envoi de la lettre d'avis au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur représentant .

3^o La non-opposition de leur part.

C'est à une condition seulement que le prêteur est admis, nous le verrons, à se faire payer par préférence au bailleur, sur le prix des récoltes warrantées.

Telles sont les conditions auxquelles est subordonnée la création d'un warrant, soit par un propriétaire ou un usufruitier, soit par un fermier.

Toutes ces formalités : déclarations, lettre d'avis, accusés de réception, etc., sont mentionnées sur le registre à souche tenu au greffe de la justice de paix.

III. — *Publicité du registre.*

Tout régime de crédit réel doit reposer sur une publicité bien organisée. A cet égard, il n'est pas sûr que le législateur de 1898 ait satisfait à ce desideratum dans l'organisation de la publicité du warrant agricole.

L'article 5 est ainsi conçu :

« Les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur, qui le requiert avec l'autorisation de l'emprunteur, copie des inscriptions d'emprunt faites par l'emprunteur ou copie qu'il n'en existe aucune. »

On voit le but poursuivi par le législateur, lorsqu'il a prescrit cette publicité. Il a voulu qu'on pût se renseigner sur la garantie qu'un emprunteur pouvait offrir sur ses récoltes. Il est à craindre, en effet, qu'elles ne soient déjà engagées à un autre prêteur.

Aussi le greffier est-il tenu de délivrer les certificats qui lui sont demandés. Il joue le rôle du conservateur des hypothèques à qui on demande un état des inscriptions grevant un immeuble de l'arrondissement.

Il n'a pas à rechercher si les inscriptions qui figurent sur son registre auraient dû être radiées. C'est à l'intéressé à faire opérer la radiation, lorsqu'il y a lieu. La loi n'autorise pas toute personne à se faire délivrer un certificat. Elle ne le permet qu'au prêteur autorisé par l'emprunteur.

A ce point de vue, le texte est insuffisant, et il paraît impossible de ne pas le compléter.

Nous verrons, en effet, que le débiteur ne peut pas aliéner les produits warrantés, au préjudice des droits du porteur du warrant (1). L'acheteur de produits warrantables a donc intérêt à savoir si ces produits sont déjà engagés à un créancier. Il est de toute nécessité qu'il puisse se renseigner.

Il eût été beaucoup plus simple de permettre à tout intéressé de requérir un certificat. En fait, c'est ce qui paraît devoir se produire. Le greffier ne peut refuser un certificat à quelqu'un qui le lui demande avec l'autorisation de celui qui a émis les warrants.

Lorsque le greffier est requis de délivrer un état des inscriptions ou un certificat négatif, il ne doit le faire qu'avec l'autorisation de l'emprunteur. Cette autorisation peut résulter d'une procuration écrite ou de la présence de l'emprunteur.

Il suit de là que la publicité de l'article 5 est très limitée. Il n'est pas permis de délivrer un certificat à tout requérant, ni de communiquer le registre des warrants.

On a voulu, sans doute, ménager la susceptibilité des cultivateurs, qui auraient pu craindre qu'une publicité complète fût exploitée contre eux et ne donnât lieu aux commérages de village.

Était-ce bien à craindre ?

(1) Cf. *infra*, le commentaire de l'article 13.

Il est bien rare qu'à la campagne on ignore les emprunts contractés par les voisins. Les étrangers ne seront guère curieux de consulter les registres des warrants, s'ils n'y ont aucun intérêt.

Le résultat le plus clair que l'on obtient, c'est de multiplier les frais d'emprunt, tout cultivateur étant désormais obligé de fournir des certificats d'inscription ou des états négatifs, lorsqu'il désirera warranter ses récoltes, à moins qu'il ne se décide, ce qui arrivera probablement le plus souvent, à accompagner l'emprunteur au chef-lieu du canton ; ce sera l'occasion de perte de temps et de dépenses inutiles qu'il faudra peut-être renouveler plusieurs fois pour un seul emprunt.

Que doit contenir le certificat ?

S'il est négatif, la question ne se pose pas. Mais s'il a été émis plusieurs warrants, faut-il les mentionner tous, ou ceux-là seulement qui ont été créés sur telle ou telle espèce de récoltes sur lesquelles doit être fait le prêt à intervenir ?

L'article 5 parle d'une « copie des inscriptions d'emprunt » sans plus préciser. Il paraît ainsi exiger la copie de tous les emprunts faits par l'emprunteur et gagés sur des récoltes.

C'est à une autre solution que conduirait la logique des choses, car le prêteur ne donne pas sa confiance à l'emprunteur, mais au gage qui peut lui être fourni. S'il en est ainsi, le prêt qu'il consent sur les alcools de l'emprunteur ne sera pas empêché par l'existence

de warrants gagés sur les fourrages ou les céréales de cet emprunteur.

Il est probable que le greffier du juge de paix, pour mettre sa responsabilité à couvert, délivrera un état de toutes les inscriptions d'emprunts qui figurent sur son registre.

§ 2. — Création du warrant.

Les mentions inscrites sur le registre à souche sont reproduites sur la feuille à détacher.

Cette feuille, ce bulletin de gage, comme l'appelle la loi commerciale sur les magasins généraux et les warrants, est détachée du registre, lorsque les formalités précédemment expliquées ont été remplies. C'est elle qui constitue le warrant.

Elle est remise au cultivateur qui désire emprunter. Il n'est pas besoin, en effet, pour la création du warrant, que la convention de prêt soit déjà intervenue. Voilà pourquoi la loi n'a, nulle part, exigé la mention du nom du prêteur. Cette mention est impossible car l'emprunteur ignorera avec qui il traitera.

Le prêt sera peut-être contracté auprès d'un particulier, d'un voisin ou auprès d'un établissement de crédit, d'un syndicat agricole, d'une société agricole organisée conformément à loi de 1894, ou d'une banque régionale créée en vertu de la loi de mars 1899.

SECTION III. — *Circulation du warrant agricole.*

Le warrant agricole est appelé à circuler comme le warrant commercial. Le législateur n'est pas entré dans le détail des règles concernant leur circulation.

Il a seulement édicté dans les articles 8 et 9 deux règles que nous allons retrouver.

La proposition de M. Delaunay ne présentait pas cette lacune.

Elle déclarait applicables aux warrants agricoles « les dispositions des articles 1 à 13 de la loi du 28 mai 1858, relatives aux warrants commerciaux, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles ci-dessus (art. 10). Ce texte n'est pas passé dans la loi.

Mais le garde des sceaux, dans sa circulaire du 13 août 1898, a considéré comme applicables aux warrants agricoles les règles des warrants commerciaux, qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la loi nouvelle.

Ainsi, il ne semble pas contestable qu'on doive appliquer les dispositions des articles 3 et 5 de la loi de 1858.

D'après l'article 3, les warrants peuvent être transférés par voie d'endossement.

Nulle part la loi nouvelle ne prévoit l'endossement des warrants agricoles. Il n'est pas douteux qu'on n'ait sous-entendu que la négociation s'en ferait par ce procédé.

En théorie, on rencontre cependant quelques difficultés. Il y a de sérieuses raisons de croire que la clause à ordre n'est pas conforme aux règles formulées par le Code civil, notamment par l'article 1690, qui paraît édicter une formalité de publicité essentielle comme telle, à laquelle échappent cependant les transmissions par voie d'endossement.

Depuis longtemps la jurisprudence ne se laisse plus arrêter par ces considérations théoriques. Le titre civil à ordre est devenu usuel. Nous n'avons pas à indiquer ici les raisons qui ont pu être données pour justifier une jurisprudence, qui n'a cherché d'autre justification que l'intérêt pratique.

Il est donc certain que le warrant agricole sera créé sous la forme d'un titre à ordre, circulant par la voie de l'endossement.

Il paraît très légitime d'appliquer à cet endossement les règles de l'endossement des warrants commerciaux.

Nous nous bornons sur ce point à un résumé succinct.

Le cultivateur se faisant délivrer un warrant l'endosse au profit du prêteur, qui lui fait crédit sur la foi du gage que lui confère le warrant. Ce premier endossement équivaut à la création d'un billet à ordre. Il doit contenir les mentions requises pour ce genre de billets ; la date de l'endossement, celle de l'échéance, la somme garantie, la clause à ordre et la signature de l'emprunteur (1).

(1) Voir l'article 5 de la loi du 28 mai 1898.

Le porteur du warrant, celui qui a fourni les fonds peut à son tour négocier l'effet à l'ordre d'une autre personne. Ce sera un endossement ordinaire.

Aux termes de l'article 9 de la loi du 18 juillet 1898, « l'escompteur ou réescompteur du warrant sera tenu d'en donner avis immédiatement au greffier du juge de paix par lettre recommandée avec accusé de réception ».

Cet article est destiné à permettre à l'emprunteur de se libérer avant l'échéance, comme le lui permet l'article 7. Il lui sera facile de connaître le porteur actuel du warrant, en consultant le registre du greffe. Nous verrons cependant que le but poursuivi n'est pas parfaitement atteint.

L'article 9, que nous venons de transcrire, contient une disposition impérative. C'est une obligation stricte pour l'escompteur de signaler l'opération au greffe. Faute de s'y conformer, il pourrait être tenu de dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il aurait causé au débiteur en lui rendant impossible ou plus difficile sa libération anticipée. C'est parce qu'il encourt une responsabilité que la loi prescrit au greffier de lui accuser réception de sa lettre d'avis. S'il ne recevait pas dans le délai normal l'accusé de réception, il devrait s'informer à la justice de paix de la cause du retard et formuler une réclamation, au besoin, auprès de l'administration des postes.

Reproduisant une disposition de la loi de 1858 (art 11)

l'article 8 de la loi de 1898 décide que « les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants, comme effets de commerce, avec une dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts ». Le gage qui garantit le paiement à l'échéance remplace une signature. Ainsi la Banque de France pourra escompter un warrant agricole portant deux signatures, bien que ses statuts en exigent trois.

Perte du warrant. — La loi de 1898 est muette sur la situation faite au porteur qui perd son warrant. La loi du 28 mai 1838 (art. 12) décide que le porteur d'un warrant commercial peut, en pareil cas, obtenir le paiement de la créance garantie, par ordonnance du juge en justifiant de sa propriété et en donnant caution.

Nous ne voyons pas d'obstacle à l'extension de cette disposition à la perte du warrant agricole. Le porteur dépossédé peut faire la preuve de la perte par tous les moyens conformément à l'article 1348-4° du Code civil. En l'absence de texte, il paraîtra peut-être impossible d'appliquer cette disposition.

CHAPITRE IV

DROITS ET OBLIGATIONS DU CRÉATEUR DU WARRANT.

Aux termes de l'article 1^{er} *in fine* : « le cultivateur est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans indemnité ».

Le créateur du warrant garde donc la chose entre ses mains.

Il en est en quelque sorte le dépositaire ; nous avons déjà relevé la comparaison faite par les rédacteurs de la loi entre ses hangars et ses greniers et les magasins généraux qui reçoivent en dépôt les marchandises des commerçants. Il ne possède pas pour lui, mais pour le porteur du warrant. Déclarer le débiteur responsable de la marchandise confiée à ses soins, est une disposition superflue qui ne se comprendrait que s'il n'était pas déjà engagé par l'obligation de rembourser le prêt contracté. La responsabilité que la loi édicte contre lui n'est qu'un vain mot, car il est bien certain que, si l'objet engagé a été détérioré par sa faute et qu'il ne suffise plus à la garantie du créancier, le débiteur est tenu sur ses autres biens du remboursement. Mais il n'était pas nécessaire pour cela de le déclarer responsable. Son obligation de rembourser suffisait.

La disposition du texte que nous venons de transcrire, déclarant qu'il n'est dû aucune indemnité pour la garde de la chose, ne présente guère plus d'utilité. Ce qu'on rémunère dans les relations d'affaires, ce sont les services rendus. Or ici l'emprunteur ne rend aucun service, c'est lui, au contraire, qui en reçoit. Il ne saurait donc être question pour lui de réclamer une indemnité. D'ailleurs le prêteur recouvrerait l'indemnité payée en élevant le taux de l'intérêt.

Si les règles sur la responsabilité pécuniaire ne présentent aucun intérêt, il n'en est pas de même de celles qui édictent contre lui une responsabilité pénale.

A ce point de vue, l'article 13 de la loi dispose : « Tout agriculteur, convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance et puni conformément aux articles 406 et 408 du Code pénal, sans préjudice de l'application de l'article 463 du même Code. »

La loi punit, comme délictueux, le détournement, la dissipation et la détérioration volontaire.

Elle assimile ces délits, au point de vue de la peine applicable, à ceux que prévoient les articles 406 et 408 du Code pénal.

Le renvoi à l'article 406 paraît être une bévue législative. Ce texte punit celui qui a abusé des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire des effets. On ne voit pas la moindre analogie avec les faits

prévus par l'article 13. Nous allons voir l'explication de cette bizarrerie.

L'article 13 renvoie aussi à l'article 408. C'est beaucoup plus juste. Cette disposition est celle qui définit et réprime l'abus de confiance. On sait que ce délit est celui que commettent les personnes détériorant ou dissipant la chose dont la garde leur est confiée. Le texte de l'article 13 assimile au détournement et à la dissipation, la détérioration volontaire. L'assimilation qu'il fait avec l'abus de confiance est des plus légitimes.

Le débiteur est, en effet, une sorte de dépositaire gardant la chose pour le porteur du warrant.

Il y a, au Code pénal, un délit qui présente une analogie encore plus grande, s'il est possible, avec celui visé par l'article 13. C'est le délit commis par le saisi qui « détruit, détourne ou tente de détruire ou de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde », (art. 400, al. 3). Il est vrai que ce délit est puni des peines portées à l'article 408. Le renvoi à ce dernier texte est donc suffisant.

Les peines prononcées contre l'abus de confiance et contre le délit de l'article 13 sont celles que prononce l'article 406 du Code pénal ; ce qui explique à la rigueur le renvoi à ce texte. Ces peines consistent dans un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs.

La peine d'emprisonnement est certainement applicable.

Il semble beaucoup plus douteux que l'amende le soit. La base d'évaluation manque, en effet, dans notre hypothèse. On ne voit pas ce que sont les restitutions, et les dommages-intérêts, puisque le débiteur ne peut être tenu, à toute éventualité, qu'à rembourser le prêt qui lui a été consenti.

Ne peut-il pas y avoir lieu à des peines plus sévères contre le débiteur infidèle ? La loi est muette. Mais, comme l'a fait remarquer M. Chastenet dans son rapport, on ne pouvait s'en référer qu'au droit commun. Or, à cet égard, il peut arriver que le débiteur soit passible des peines de l'escroquerie. C'est ce qui arriverait s'il employait des manœuvres frauduleuses, prévues par l'article 405, pour arriver à se faire remettre des fonds en persuadant de l'existence d'un crédit imaginaire. Mais sur ce point, on ne saurait être trop circonspect. Nous ne pouvons que signaler la question.

La loi déclare applicable l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes. Il faut en dire autant de la loi Bérenger.

De la vente des récoltes warrantées.

Le commerçant qui dépose ses marchandises dans un magasin général reçoit un double titre, un récépissé et un warrant. Il peut, en endossant le récépissé, transférer la propriété de ses marchandises sans déplace-

ment. Si le warrant n'a pas encore été détaché, le bénéficiaire de l'endossement acquiert la pleine propriété. Si le warrant a été endossé précédemment au profit d'un tiers, l'acquéreur du récépissé est obligé de respecter le gage. Il ne pourra obtenir la délivrance des marchandises qu'en désintéressant le créancier gagiste.

Le cultivateur qui a warranté ses récoltes peut-il les vendre ?

M. Delaunay avait proposé de créer un récépissé analogue à celui qu'organise la loi de 1858. On a repoussé cette proposition, parce que l'utilité du récépissé ne se conçoit que dans l'hypothèse où la marchandise est remise à un tiers détenteur.

Quoi qu'il en soit de ce motif, le récépissé n'a pas été créé. Est-ce à dire que la marchandise soit indisponible ?

Nulle part la loi n'a défendu de procéder à la vente. Et cependant il semble résulter des travaux préparatoires qu'on n'a pas voulu l'autoriser. A la fin de la discussion devant le Sénat, M. Millaud demanda à poser une question au ministre de l'agriculture et au rapporteur. Il la formula ainsi : « Je voudrais savoir, dit-il, du moment où votre intention est de légiférer dans l'intérêt de l'agriculture, si nous ne risquons pas de nuire à la fois aux propriétaires, aux fermiers, à l'agriculture enfin, en rendant difficile la vente d'un produit, qui aura été warranté : grains, vins, légumes secs ou autres. Je désire connaître, en l'absence de tout texte dans le

projet, quelle sera la situation de l'acheteur ou du vendeur d'une marchandise warrantée. »

A la question ainsi posée, le ministre de l'agriculture, M. Viger, répondit dans les termes suivants : « Lorsqu'un agriculteur aura emprunté sur sa récolte et que le gage sera constitué entre ses mains, il se trouvera exactement dans la situation d'un commerçant qui a déposé des objets dans un magasin général et qui a créé un warrant à l'aide de ces objets ; tant qu'il ne sera pas dégagé de son warrant, il ne pourra pas vendre les objets qui constituent le gage. »

Cette déclaration fut encore accentuée à l'occasion d'une interruption de M. de Chamaillard qui, ayant dit au ministre : « il les vendra quand même », obtint de M. Viger cette réponse : « S'il les vend quand même, il encourra les sanctions pénales qui sont prévues par la loi. »

Ainsi donc, d'après les déclarations du Ministre de l'agriculture, il serait interdit à l'emprunteur qui aurait warranté ses récoltes de les vendre, sous peine d'encourir les pénalités de l'abus de confiance.

Si telle était la loi, il ne faudrait pas hésiter à la critiquer. Elle irait à l'encontre du but poursuivi par le législateur. Elle a été votée pour permettre à l'agriculteur de se procurer les fonds nécessaires à l'exploitation, sans être obligé de vendre ses produits aussitôt qu'ils sont récoltés. Elle lui donne ainsi le moyen d'attendre le relèvement des cours. Or, supposons qu'un cultiva-

teur warranté ses produits et ne puisse plus les vendre, comment se procurera-t-il l'argent nécessaire pour le remboursement du prêt ?

Les sommes empruntées ont été engagées dans l'exploitation. Il n'a plus rien. Pour se procurer des fonds, il faut qu'il vende. Et s'il vend, il encourra les peines de l'abus de confiance ! C'est tout à fait inadmissible. Il est extraordinaire qu'aucun des juristes du Sénat n'ait relevé l'erreur du ministre, qui ne peut être imputée qu'à l'improvisation.

Il a dit qu'un commerçant ne pouvait vendre ses marchandises déposées dans un magasin général, lorsqu'elles ont été warrantées. Nous savons que la loi de 1858 dit le contraire. L'erreur sur la loi nouvelle ne doit pas avoir une plus grande portée pour son interprétation qu'elle n'en a pour l'interprétation de l'ancienne.

Ce qui est vrai, c'est que le vendeur ne pourra pas livrer les produits warrantés, tant qu'il n'aura pas remboursé le warrant. S'il le faisait, il pourrait se rendre coupable d'abus de confiance et encourir les peines de ce délit.

L'acheteur pourrait même être poursuivi comme complice, s'il avait agi de connivence avec le vendeur, en recevant les objets engagés. Il y aurait un véritable détournement.

Mais ce qu'il peut faire, ce qui est absolument licite, ce qu'il fera le plus souvent, ce sera de vendre la récolte, sous les charges qui la grèvent. L'acquéreur rem-

boursera le warrant, et le montant du remboursement, généralement inférieur au prix de vente, viendra en déduction de ce prix. S'il ne veut pas procéder ainsi, la marchandise sera vendue et son vendeur touchera ce qui restera du prix, après que le créancier gagiste aura été désintéressé.

C'est ce que disait M. Chastenet dans son rapport à la Chambre pour repousser la création d'un récépissé. « Le récépissé n'a pas sa raison d'être, faisait-il observer, lorsque le gage reste en la possession du propriétaire, qui peut, par tous les modes ordinaires du droit civil et toujours sous réserves du gage qui l'affecte, la vendre ou en faire l'objet d'une promesse de vente. »

CHAPITRE V

PAIEMENT DU WARRANT. — DROITS DU PORTEUR.

Le porteur du warrant a les droits d'un créancier gagiste. Il peut, à l'échéance, se faire payer par préférence sur la récolte warrantée.

Le débiteur peut payer volontairement. Il n'est tenu de l'acquitter qu'à l'échéance. Mais il lui est permis de se libérer par anticipation.

S'il ne paie pas à l'échéance, le porteur du warrant pourra faire procéder à l'exécution forcée et exercer son privilège sur le prix.

Quand le warrant a été payé, il y a lieu de le faire radier.

Ce chapitre présente donc les questions suivantes à étudier :

Section I. — Paiement volontaire à l'échéance.

Section II. — Paiement volontaire avant l'échéance.

Section III. — Exécution forcée et exercice du privilège.

Section IV. — Radiation.

SECTION I. — Paiement volontaire à l'échéance.

Normalement c'est à l'échéance que doit avoir lieu le paiement.

Jusqu'à ce moment l'emprunteur ne peut être tenu au remboursement.

On fait application des règles sur le terme. Il semble donc que le paiement anticipé ne pourrait être exigé que dans les deux cas prévus par l'article 1188. Le texte prononce la déchéance du terme :

1° Lorsque le débiteur a fait faillite. Il ne peut être question de la faillite pour un agriculteur qui n'est pas commerçant. Mais, comme on paraît d'accord en doctrine et en jurisprudence pour assimiler la déconfiture à la faillite, à ce point de vue la déchéance du terme frappera l'agriculteur en déconfiture ;

2° Lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par contrat à son créancier. On admet que la diminution des sûretés qu'a en vue l'article 1188 est celle qui s'applique aux sûretés particulières fournies par le contrat.

Le débiteur qui détériorerait les récoltes warrantées pourrait donc être déchu du terme. Nous savons même qu'il peut, pour ce fait, encourir une véritable responsabilité pénale et être frappé des peines de l'abus de confiance.

Nous n'avons, en principe, qu'à nous référer aux rè-

gles posées par le Code civil, dans la section consacrée au paiement, pour tout ce qui concerne ses conditions et les effets qu'il produit.

Nous avons cependant à faire une observation relativement à la personne qui doit payer. On pourrait croire que le remboursement ne peut jamais être fait que par l'emprunteur. Et c'est bien ce qui paraît résulter de la discussion qui eut lieu relativement à la faculté de vendre que M. le Ministre de l'agriculture lui refusa catégoriquement.

Mais nous savons qu'il ne faut pas s'en tenir à cette déclaration erronée. Or s'il est vrai qu'il puisse vendre, le paiement sera généralement fait par l'acheteur, en déduction de son prix ; car l'emprunteur n'aura généralement d'autre argent que celui provenant de la vente de ses récoltes. On se conforme par analogie à l'article 4 de la loi de 1858.

Nous aurons à montrer dans la section consacrée à la radiation, comment l'emprunteur peut justifier du paiement pour obtenir la radiation.

Nous avons dit que le paiement ne peut pas être exigé avant l'échéance. A l'inverse, un prêt ne peut pas, en général, être remboursé avant terme. Nous allons voir dans la section suivante la dérogation qu'apporte à cette règle l'article 7.

SECTION II. — Paiement volontaire avant l'échéance.

La faculté de payer avant l'échéance est réglée par l'article 7 de la loi, ainsi conçu :

« L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. Si le créancier refuse ses offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix rendra une ordonnance, aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée. En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de 10 jours. »

L'utilité que présente la faculté de rembourser le prêt par anticipation est manifeste. Ce remboursement anticipé s'effectue dans le cas où le propriétaire des récoltes warrantées trouve à les vendre avant l'échéance. Comme il est impossible de les livrer avant le remboursement du warrant, il aurait pu arriver que le propriétaire laissât échapper l'occasion d'une vente favorable si l'acheteur exigeait une vente immédiate. Il fallait, puisqu'on voulait protéger l'agriculteur, lui permettre de dégager la marchandise, lorsqu'il trouve une occasion propice.

C'est ce qu'a fait notre article 7.

En édictant cette disposition, il n'a fait qu'appliquer l'article 1187 du Code civil d'après lequel « le terme est présumé en faveur du débiteur en l'absence d'une stipulation contraire ». Il est vrai qu'il en est en général autrement, en matière de prêt, parce que le terme est censé stipulé dans l'intérêt des deux parties. Il importe au capitaliste que le remboursement ne soit fait qu'à l'époque convenue, afin de pouvoir faire concorder ses placements nouveaux avec ses placements antérieurs de sorte que le cours de l'intérêt n'étant point suspendu, ses capitaux ne restent pas un instant improductifs. Mais il en est différemment à l'égard des prêts à court terme, qui ne sont pas des placements stables.

Cette disposition apparaît donc comme utile pour lever toute équivoque.

Il est d'ailleurs certain que, étant donné son but, elle est d'ordre public. Il ne pourra donc être convenu, au moment du prêt, que le remboursement anticipé sera impossible.

Nous trouvons une disposition analogue dans la loi de 1858 sur les warrants commerciaux (art. 6).

La loi de 1898 n'a cependant pas suivi sur ce point la loi de 1858. L'assimilation est en effet impossible. Lorsque le porteur d'un warrant commercial est inconnu ou refuse le remboursement anticipé, le débiteur consigne la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, au magasin général. En matière de warrants

agricoles, c'est le débiteur qui détient les marchandises. Par suite, l'application de la loi de 1858 était impossible.

On a dû s'en tenir au droit commun.

Lorsque le débiteur veut se libérer par anticipation, il doit donc, si le porteur du warrant ne veut pas accepter le paiement qui lui est proposé, faire des offres réelles à ce porteur. Celui-ci lui sera toujours connu, grâce à l'obligation où se trouve l'escompteur du warrant de signaler l'opération au greffe de la justice de paix.

Sur le refus du créancier d'accepter les offres, ou si les offres sont impossibles, faute par le porteur de s'être fait connaître, le débiteur consignera la somme offerte en se conformant à l'article 1259 du Code civil. Nous nous bornerons à renvoyer au texte et aux commentaires qui se trouvent dans tous les traités de droit civil.

Nous allons seulement signaler les particularités introduites par la disposition de notre article 7.

Lorsque sommation aura été faite au créancier, que le dépôt de la somme due aura été opéré à la Caisse des dépôts et consignations, et que le procès-verbal de ce dépôt (1) aura été signifié au créancier, le débiteur n'aura pas à faire déclarer la consignation bonne et valable par un jugement du tribunal. L'article 7 dispose que, sur le vu d'une quittance de consignation régulière

(1) M. Delaunay proposait de faire opérer la consignation à la succursale de la banque de France la plus rapprochée. La commission, dont l'avis a prévalu, n'a pas voulu sur ce point déroger au droit commun.

et suffisante, le juge de paix rendra une ordonnance transportant le droit du créancier gagiste sur la somme consignée.

Une autre différence avec les règles de la consignation ordinaire consiste en ce que le débiteur n'est pas tenu de consigner tous les intérêts jusqu'à l'échéance, mais seulement les intérêts échus au jour du dépôt, en y ajoutant ceux correspondant au délai de dix jours.

Sur ce point la solution de la loi est très contestable. Lorsque le créancier a pu être touché par les offres réelles et la sommation du débiteur, il n'y a pas grande injustice à le priver des intérêts à échoir, car il peut retirer les fonds pour les placer ailleurs.

Mais, en dépit de la précaution prise par l'article 9 de la loi pour que le porteur soit toujours connu, il est possible, à raison de la facilité de la circulation du warrant, que le porteur ne le soit pas. L'escompteur qui a avisé le greffier peut avoir endossé le warrant le jour même où la sommation lui est adressée. Lorsque le nouvel escompteur se fera connaître, on devra recommencer une nouvelle procédure d'offres réelles. Et les mêmes circonstances peuvent se renouveler indéfiniment. Le dernier porteur qui se présentera à la caisse ne trouvera pas les intérêts qui ont couru à partir du dixième jour de la consignation. Il pourra seulement demander un intérêt de 3 0/0 à la Caisse des dépôts et consignations à partir du 61^e jour du dépôt. Il pourra

perdre 50 jours d'intérêt, plus la différence entre le taux de 3 0/0 et celui auquel avait été fait le prêt garanti par le warrant qui sera généralement supérieur à 3 0/0.

N'est-il pas à craindre que cette éventualité ne soit préjudiciable aux prêts sur warrants agricoles ?

On a prétendu que la règle nouvelle était conforme à l'usage des banques, qui retiennent usuellement dix jours d'intérêt. On ne se rend pas un compte exact de l'analogie et on ne voit pas que cet usage justifie la disposition introduite par la loi nouvelle.

SECTION III. — **Exécution forcée. — Privilège. —**
Recours contre les endosseurs.

Le jour de l'échéance arrivé, si le débiteur ne paie pas, le créancier gagiste peut conserver les droits que lui confère le warrant et laisser les deniers aux mains de l'emprunteur.

Mais, en procédant ainsi, il s'exposerait à perdre son recours contre ses endosseurs, si l'emprunteur ne le payait pas.

Il est donc prudent de s'adresser immédiatement à celui-ci pour exiger de lui le paiement, et, à défaut, de faire procéder à la vente des récoltes warrantées pour se retourner ensuite contre les endosseurs, s'il n'est pas payé.

Nous avons ainsi à nous occuper successivement de la vente, de l'exercice du privilège, et du recours du porteur.

§ 1. — Vente des objets warrantés.

Observons, au préalable, que si le prêteur n'a pas négocié le warrant qui lui est délivré par l'emprunteur, il peut faire procéder à la vente à la date qu'il choisit. La loi ne lui fixe aucun délai. Rien n'est plus légitime, car on ne comprendrait pas que l'emprunteur pût opposer une déchéance tirée de la bienveillance du créancier qui, pour le ménager, n'a pas exercé rigoureusement ses droits. Il s'enrichirait indûment, s'il pouvait se retrancher derrière une fin de non-recevoir tirée d'un recours tardif. Il ne peut que se prévaloir de la prescription de droit commun.

Si, au contraire, le warrant se trouve entre les mains d'un tiers porteur, celui-ci doit, pour garder son recours contre les endosseurs, se conformer aux délais fixés par la loi.

Le porteur du warrant, qui veut faire vendre son gage, doit en donner avis à l'emprunteur par lettre recommandée, pour laquelle un avis de réception doit être demandé (art. 10).

La loi laisse un délai de huit jours à l'emprunteur pour se mettre en mesure de payer sa dette. C'est le délai fixé également par la loi de 1858 (art. 7, al. 1).

Mais tandis que, d'après cette loi, le délai de huit jours court à dater d'un protêt, il n'en est plus ainsi en matière de warrants agricoles. Le législateur a considéré la formalité du protêt comme inutile. Le projet du

gouvernement l'exigeait au contraire dans son article 12. Mais la commission dont l'avis a été adopté, a pensé qu'il n'y avait pas lieu d'introduire les règles du protêt dans une matière essentiellement civile.

La loi se contente donc d'une simple lettre d'avis avec accusé de réception.

La loi qualifie cette lettre de lettre d'avis et l'appelle un peu plus loin, dans le même article 18, un avertissement. Faut-il donner à ce mot le sens technique qu'il a en matière de procédure devant le juge de paix (art. 17, loi du 25 mai 1838). Faut-il, en conséquence, décider que l'avis doit être transmis par l'intermédiaire du greffier ? Il y a tout lieu de le croire, le législateur ayant recouru à cet intermédiaire pour la transmission d'une lettre d'avis d'un caractère moins strict que celle-ci (Voir art. 2).

Passé le délai de huit jours à partir de l'avis, le porteur du warrant peut faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée (art. 10). La loi renvoie aux articles 617 et suivants du Code de procédure pour les formes et la publicité de cette vente.

Nous nous bornerons à y renvoyer (1).

(1) Voici ces textes :

ART. 617. — La vente sera faite au plus prochain marché public, aux jour et heure ordinaires des marchés ou un jour de dimanche ; pourra cependant le tribunal permettre de vendre les effets en un autre lieu plus avantageux. Dans tous les cas, elle sera annoncée un jour auparavant, par quatre placards au moins affichés l'un au lieu où sont

Quel est exactement le point de départ des huit jours ?

La loi dit : huit jours après l'avertissement. On se rappelle, que dans l'article 3, le législateur a fait partir le délai du jour de l'envoi de la lettre d'avis. C'est contraire aux principes. Le délai doit courir du jour où le débiteur est averti, c'est-à-dire du jour de la réception de l'avis. Le délai de 8 jours est franc.

On sait que le Code civil permet au créancier gagiste « de faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera

les effets, l'autre à la porte de la maison commune, le troisième au marché du lieu, et, s'il n'y en a pas, au marché voisin, le quatrième à la porte de l'auditoire de la justice de paix, et si la vente se fait dans un lieu où sont les effets, un cinquième placard sera apposé au lieu où se se fera la vente. La vente sera en outre annoncée par la voie des journaux dans les villes où il y en a.

ART. 618. — Les placards indiqueront les lieu, jour et heure de la vente et la nature des objets sans détail particulier.

ART. 619. — L'apposition sera constatée par exploit, auquel sera annexé un exemplaire du placard.

ART. 622. — Lorsque la valeur des effets saisis excèdera le montant des causes de la saisie et des oppositions, il ne sera procédé qu'à la vente des objets suffisant à fournir somme nécessaire pour le paiement des créances et des frais.

ART. 623. — Le procès-verbal constatera la présence ou le défaut de comparution de la partie saisie.

ART. 624. — L'adjudication sera faite au plus-offrant, en payant comptant ; faute de paiement, l'effet sera revendu sur le champ à la folle enchère de l'adjudicataire.

ART. 625. — Les commissaires-priseurs et huissiers seront personnellement responsables du prix des adjudications, et feront mention dans leurs procès-verbaux, des noms et domiciles des adjudicataires ils ne pourront recevoir d'eux aucune somme au-dessus de l'enchère, à peine de concussion.

en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts » (art. 2078).

L'application de cette disposition au gage commercial est contestée (1).

Faut-il l'appliquer au warrant agricole ? Nous n'y verrions pour notre part aucun obstacle juridique.

Le droit civil est la base de la législation du gage. Il n'y a pas de raison décisive pour défendre d'y recourir.

§ 2. — Exercice du privilège.

« Le créancier, dit l'article 11, est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et préférence à tous créanciers, sans autre déduction que celles des contributions et des frais de vente, et sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix. »

Formalités. — Une seule est requise ; le créancier doit, après que la vente a été opérée, présenter au juge de paix une requête, tendant à l'attribution du prix de vente à son profit.

Le juge de paix répondra par une ordonnance conforme. Cette procédure d'ordre est donc des plus simples.

Elle se déroule tout entière devant le juge de paix.

Rang du privilège. — La loi ne fait passer après lui que le privilège du Trésor et celui des frais de vente.

Le Trésor est privilégié aux termes de la loi du 12 no-

(1) Voir Lyon-Caen et Renault, III, 313.

vembre 1808 (art. 1^{er}), pour les contributions foncières de l'année échue et de l'année courante sur les récoltes, fruits, etc... C'est ce privilège qui, d'après l'article 11 de la loi nouvelle, doit primer celui du porteur du warrant.

La loi fait encore passer, avant le privilège de ce dernier, celui qui garantit le paiement des frais de justice.

Sans entrer dans aucune discussion sur la nature de ce droit de préférence accordé pour le recouvrement des frais de justice, nous nous bornons à remarquer qu'il s'applique aux frais nécessités par la réalisation du gage, ce qui comprend : les frais de consignation, les frais d'enregistrement du warrant (art. 16), les frais de vente et ceux de l'ordonnance attribuant le prix au porteur du warrant. On observera en outre que ces frais sont faits dans l'intérêt du Trésor lui-même.

Dans l'ordre à établir entre ces trois privilèges, celui des frais de vente viendra donc au premier rang, parce que les frais ont été faits dans l'intérêt commun des créanciers. C'est conforme à l'opinion admise en doctrine et en jurisprudence dans l'interprétation de l'article 2101-1°. On aura donc l'ordre suivant : 1° les frais de vente ; 2° les contributions directes ; 3° la créance garantie par le warrant.

Assiette du privilège. — Il porte naturellement sur le prix de vente. Pour le cas spécial où la récolte warrantée aurait été assurée, l'article 4 de la loi dispose dans son alinéa 2 :

« Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée. »

C'est l'application pure et simple de l'article 2 de la loi du 13 février 1889. On sait que cette loi n'est elle-même qu'un fragment détaché du projet d'organisation générale du crédit agricole (1).

Tous autres privilèges auxquels pourrait être affectée la chose, seront primés par celui du porteur du warrant.

Ces privilèges spéciaux qui pourront être en concours avec lui ne sont pas nombreux.

Ce sont, d'une part, le privilège du bailleur et, d'autre part, le privilège accordé à celui qui a fourni les semences, ou à qui il est dû quelque chose pour les frais de la récolte.

Le privilège du porteur du warrant passe sans contestation avant celui du bailleur, si l'on s'est conformé à l'article 2 de notre loi. Le bailleur aurait pu s'opposer à l'emprunt, s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a considéré que les autres valeurs lui servant de gage sont suffisantes pour la garantie de ses créances.

Il ne peut pas nuire au porteur du warrant.

Faut-il donner la même solution pour le privilège du fournisseur de semences ? Celui-là prime le bailleur. Vaut-il être primé par le porteur du warrant ?

(1) Cf. Darras et Tarbouriech, Attribution des indemnités d'assurances dans les *Annales du droit commercial*, 1890.

La question est délicate. Rien n'est plus difficile que le classement des privilèges sur les meubles. Si on s'en tient à l'idée dominante, qui donne toujours la préférence au créancier nanti, on se prononcera en faveur du porteur du warrant. Il a le privilège d'un créancier gagiste. Or il ne semble pas douteux que si le propriétaire de la récolte l'avait donnée en gage suivant les règles ordinaires du Code civil, le créancier gagiste aurait eu la préférence. Or la création du warrant équivaut à la mise en gage.

Il est sans doute rigoureux d'écarter le fournisseur des semences ou celui qui a fait les frais de la récolte. Mais si la récolte avait été vendue, leur privilège aurait été caduc. La constitution d'un gage doit produire le même effet à son égard. D'ailleurs, l'article 11 est général.

Il donne la préférence au porteur du warrant sur tous autres créanciers.

Ne doit-on pas regretter que le législateur n'ait pas cru devoir maintenir le privilège des ouvriers qui ont fait la récolte et n'ont pas été payés de leurs journées de travail !

Un emprunteur malhonnête pourra faire un mauvais usage des sommes prêtées et ne jamais songer à les rembourser. La récolte que les ouvriers auront mise en état ne leur servira même pas de gage.

Il est vrai qu'en entrant dans cette voie, on arriverait à rendre à peu près illusoire la garantie que pour-

rait donner le propriétaire des récoltes. On a déjà fait passer avant le porteur du warrant les contributions directes et les frais de vente. Si l'on y ajoutait la créance de celui qui a fourni les semences ou celle des ouvriers qui ont fait la récolte, il resterait pour le porteur du warrant très peu de chose.

**§ 3. — Recours du porteur contre l'emprunteur
et les endosseurs.**

Nous avons déjà fait remarquer que le recours contre les endosseurs n'est pas subordonné à la formalité d'un protêt.

C'est une première différence avec le recours qui appartient au porteur d'un effet de commerce ou d'un warrant commercial.

Ce n'est pas à dire qu'il soit loisible au porteur de recourir sans conditions contre les endosseurs. La loi a soumis ce recours à une triple condition (art. 12).

1^o Vente de la récolte warrantée dans le mois de l'avertissement (1).

2^o Insuffisance du prix de vente pour couvrir le prêt.

3^o Exercice du recours dans le délai d'un mois à partir de la vente.

La première condition a été requise, afin que le porteur ne laissât pas se prolonger trop longtemps la situa-

(1) N'y a-t-il pas une lacune dans la loi ? Elle fait courir un délai à partir de l'avertissement et ne dit pas à quel moment doit être fait cet avertissement.

tion menacée des endosseurs, dans la certitude où il se trouve lui-même de recouvrer le montant du warrant sur les précédents endosseurs.

Cette condition n'est requise qu'autant qu'il veut exercer son recours contre les endosseurs. Elle ne l'est pas, s'il se retourne seulement contre l'emprunteur. Les deux autres lui sont au contraire imposées tant pour agir contre l'emprunteur que pour agir contre les endosseurs.

C'est ainsi qu'il ne pourra se retourner contre le premier et contre les seconds que tout autant que le prix de la vente sera insuffisant pour se couvrir. Son recours personnel n'est que subsidiaire.

Il y a là une différence avec le gage civil ou commercial. On a pensé, sans doute, qu'il était plus utile d'imposer au porteur l'obligation de faire vendre que de lui permettre de se retourner directement contre les endosseurs. Cette action directe aurait pu donner lieu à une multitude de recours et par conséquent à une augmentation de frais supportés en définitive par l'emprunteur, sans compter, pendant cet intervalle, le dépérissement que le gage aurait pu subir.

Enfin si un recours est nécessaire par suite de l'insuffisance du gage, ce recours doit être formé dans le délai d'un mois, à partir de la vente. On a considéré qu'il fallait déterminer, dans le plus bref délai, le règlement de l'opération. Il ne faut pas que les escompteurs successifs puissent être exposés trop longtemps à un recours.

SECTION IV. — **Radiation.**

Lorsque l'emprunt a été remboursé soit après un paiement volontaire, soit à la suite d'une exécution forcée, il doit être procédé à la radiation du warrant.

Cette radiation s'opère dans les formes prescrites par l'article 6 ainsi conçu : « l'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au greffier de la justice de paix ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu à l'article 3 et il lui sera donné récépissé de la radiation de son inscription. »

La loi ne dit pas quelles justifications doit fournir l'emprunteur, pour être en droit d'exiger la radiation et pour que le greffier soit couvert.

Il semble bien que le consentement du prêteur, sous quelque forme qu'il se manifeste, doive être suffisant.

Le plus souvent l'emprunteur produira le warrant, que lui aura rendu le prêteur en recevant son paiement.

Dans le silence de la loi, une simple quittance sous seing privé doit suffire pour obtenir la radiation. Mais ceci ne répond pas au système général de la loi.

Il pourrait arriver, en effet, si le warrant n'était pas rendu, qu'un prêteur malhonnête le négociât après avoir été désintéressé. Lorsqu'il a été procédé à des offres réelles suivies de consignations, la radiation se fait sur la production de l'ordonnance du juge de paix qui, aux termes de l'article 7, alinéa 2, transporte le gage sur la somme consignée.

Il peut arriver que le warrant soit radié avant tout paiement. C'est ce qui se produirait, si le porteur consentait à prolonger son crédit sans garantie. L'emprunteur pourrait alors, du consentement de son créancier, faire opérer la radiation. Le consentement du créancier peut être donné par écrit, ou résulter d'une mainlevée verbale donnée au greffe de la justice de paix.

Il peut résulter aussi de la production du warrant remis par le créancier ; le droit aura pu être constaté par un autre titre, lorsqu'il aura renoncé à se prévaloir de ses droits de gagiste.

Le greffier peut toujours surseoir à la radiation, tant que la justification du paiement ou de la mainlevée du warrant ne lui est pas fournie.

Lorsque le warrant est radié, la loi impose au greffier l'obligation de donner un récépissé de la radiation. Il n'est même pas besoin qu'il lui soit demandé. Les termes impératifs de la loi commandent cette solution.

CHAPITRE VI

DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX. — ORGANISATION DE LA PROCÉDURE DU RÉFÉRÉ DEVANT LE JUGE DE PAIX.

Il n'est apporté aucune innovation quant aux règles de compétence posées par la loi du 25 mai 1838. La remarque en a été faite par le rapporteur de la commission de la Chambre des députés.

Le rôle du juge de paix dans la réglementation des warrants agricoles apparaît cependant en plusieurs circonstances.

C'est lui qui rend une ordonnance transportant le gage sur la somme consignée, lorsqu'il a été procédé aux offres réelles et à la consignation.

C'est lui encore qui, après la vente de la récolte warrantée, rend sur requête une ordonnance attribuant le prix au porteur du warrant.

Mais l'innovation capitale de la loi, au point de vue de la procédure, est celle qui institue le juge de paix, juge des référés. « Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix » (art. 14).

Cette disposition a été introduite dans la loi, sur l'initiative de la commission de la Chambre. Le rappor-

teur la justifiait en disant que de multiples contestations pourraient s'élever, pour lesquelles le recours au président du tribunal civil serait long et coûteux.

La Chambre adopta l'article sans discussion. Au Sénat on s'éleva, au contraire, très vivement contre cette innovation, qui parut dangereuse à plusieurs des membres de cette assemblée (1).

M. Guibourd de Luzinai notamment essaya de montrer que la tâche imposée aux juges de paix était au-dessus de leurs forces.

Il ne faut pas, disait-il, que la décision rendue en référé puisse compromettre le droit de l'une des parties. Et il ne voyait pas d'hypothèse où la décision rendue en référé ne serait pas de nature à causer un préjudice à l'une des parties. « Ainsi, disait-il, supposons qu'on aille en référé sur le point de savoir si le fermier est, ou non, dans les conditions légales pour warranter ses bléssans le consentement du propriétaire; celui-ci soutient qu'il est créancier de fermages échus, tandis que le fermier le conteste. Ne voyez-vous pas que si le juge de paix se laissait induire à statuer sur pareille question par la voie du référé et autorisait, par exemple, le warrant en considérant que le propriétaire n'a pas justifié de sa créance, ne voyez vous pas, dis-je, que si ultérieurement le propriétaire venait à faire reconnaître par les juges compétents et après débat au

(1) Voir la séance du 8 juillet 1898, *Journal off.* du 9.

fond, qu'il était réellement créancier, il serait exposé à ne plus retrouver les blés que son fermier aurait été autorisé, par voie de référé, à warranter? Ils pourraient avoir absolument disparu et par conséquent il arriverait que le fond du droit aurait été définitivement compromis sous prétexte d'une décision purement provisoire obtenue en référé. »

A ces observations de l'honorable sénateur, le rapporteur de la commission du Sénat et le ministre de l'agriculture firent une réponse qui ne précise guère leur pensée. « Il ne s'agira, répondit le rapporteur, pour le juge des référés, que de trancher des questions de fait très simples. Le but assigné au projet de loi, c'est la réduction des frais et la simplification de la procédure dans l'application du warrant à domicile. » M. Viger, ministre de l'agriculture, ajoutait :

« Le gouvernement a entendu, en présentant l'article en discussion tel qu'il est libellé, faciliter le fonctionnement de la loi, en permettant à l'agriculteur comme au propriétaire de faire juger les petits différends par voie de référé devant le juge de paix, afin d'éviter les déplacements coûteux et inutiles. Je pense que le Sénat voudra bien ne pas repousser cet article, dans un moment où l'on demande l'extension de la compétence des juges de paix sur des matières autrement compliquées que celles qui pourront leur être soumises en référé au sujet des difficultés que peut soulever le projet actuel. »

C'est à la suite de cet échange d'observations que l'article 14 fut voté. Et il ne s'en dégage pas une idée bien nette sur le domaine d'application exacte de la juridiction nouvelle des référés.

On a pu nier (1) qu'il existât un cas quelconque où il pût être question de s'adresser au juge de paix statuant en référé. Voyons si cette appréciation doit être acceptée.

L'intervention du juge des référés ne se justifie qu'à une double condition : 1° qu'il y ait urgence à prendre certaines mesures ; 2° que les mesures à ordonner aient un caractère provisoire et ne compromettent pas le fond.

C'est ce qui résulte des articles 806 et suivants du Code de procédure civile.

Or, est-il possible en s'en tenant à ces principes, de découvrir des cas où le juge de paix statuant en référé puisse intervenir ?

Le garde des sceaux, dans sa circulaire du 11 août 1898, cite celui où l'opposition du bailleur au warrantage des récoltes de son fermier parviendrait au greffier après l'expiration du délai. Si le greffier refusait la délivrance du warrant, à cause de cette opposition tardive, le fermier pourrait la faire ordonner par le juge de paix statuant en référé.

Cette solution concorde avec celles que donnent la

(1) V. Hogrel, *Des warrants agricoles*, p. 48.

jurisprudence et la doctrine en matière de saisie, lorsqu'elles décident que le président du tribunal est compétent pour donner, en référé, mainlevée des oppositions non suivies d'une demande en validité dans la huitaine.

On donne la même solution pour les cas où l'opposition est formée soit sans titres, soit sans permission du juge.

En notre matière, on pourrait, par analogie, autoriser le référé pour le cas où l'opposition du bailleur, prévue par l'article 2 de la loi, serait fondée sur d'autres causes qu'une créance de fermages échus.

La question serait beaucoup plus délicate dans l'hypothèse prévue par M. de Luzinais dans la discussion au Sénat.

En supposant l'opposition fondée sur une créance de fermages échus, le fermier pourrait-il, en contestant le bien fondé de cette créance, assigner le bailleur en référé pour faire ordonner la délivrance du warrant malgré l'opposition ?

Bien que la question puisse présenter un caractère d'urgence, il ne semble pas qu'elle puisse être tranchée en référé, parce qu'aux termes de l'article 809 du Code de procédure civile « les ordonnances sur référé ne feront aucun préjudice au principal ». Or M. de Luzinais a montré que le droit du bailleur pourrait être compromis par la délivrance du warrant, s'il était plus tard reconnu que sa créance était bien fondée.

En dehors des cas que nous venons de citer, il en est un certain nombre d'autres où l'on peut concevoir l'application de la juridiction des référés.

En voici quelques-uns ; la pratique en révélera probablement d'autres.

Le juge des référés peut être appelé à statuer sur le point de savoir si un produit agricole est, ou non, warrantable. C'est une question simple, urgente, et qui ne compromet aucun droit.

On pourra lui demander d'ordonner la délivrance d'un état des inscriptions figurant au registre établi au greffe, si l'on se trouve dans les conditions de l'article 5 de la loi.

Les difficultés qui pourraient s'élever relativement aux offres réelles et à la consignation peuvent aussi être soumises au juge des référés.

Le juge de paix, statuant en référé, pourrait-il ordonner que la vente des produits warrantés se fera ailleurs qu'au plus prochain marché public ?

Il ne semble pas qu'il faille le lui permettre, le législateur ayant déterminé lui-même le lieu de la vente à raison de considérations qu'un juge des référés ne peut guère se permettre d'écarter.

Procédure du référé. — La loi de 1898 étant muette, il y aura lieu de se conformer aux dispositions du Code de procédure civile, qu'on ne pouvait pas songer à simplifier.

Les parties pourront comparaître avec ou sans assi-

gnation. L'huissier ou les parties auront dû en aviser le juge et lui demander de fixer un jour et une heure, parce qu'il ne tient pas à jour fixe des audiences de référé. L'assignation n'a pas à être précédée de l'avertissement prescrit par la loi du 25 mai 1838. Elle peut être donnée sans délai.

Le juge de paix peut recevoir les parties à son prétoire ou à son domicile (arg. art. 808, C. proc. civ.).

L'ordonnance du juge de paix, jugeant en référé, est régie au fond par l'article 809 du Code de procédure civile auquel nous avons déjà renvoyé. Elle ne peut préjudicier au principal.

Le juge peut en ordonner l'exécution par provision et sous caution.

Quant aux voies de recours dont elle est susceptible, il faut encore appliquer le Code de procédure civile. Elle ne peut par conséquent pas être attaquée par la voie de l'opposition. Étant donné le caractère d'urgence qui caractérise cette procédure, l'admission de l'opposition est contrariée par le but de la loi.

L'appel est au contraire possible. Il peut être formé immédiatement. Le délai pour interjeter appel est de quinze jours. « L'appel, dit l'article 809, sera jugé sommairement et sans procédure. »

Dans quels cas y aura-t-il lieu à appel ? Le principe de la compétence du juge de paix doit être recherché dans l'article 1^{er} de la loi du 29 mai 1838 aux termes duquel « les juges de paix connaissent de toutes actions

purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de cent francs et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de deux cents francs ». Les autres dispositions de la loi formulent des exceptions. C'est au principe général que nous devons nous en rapporter.

Juge de paix compétent. — La loi ne détermine pas la compétence *ratione personæ*.

Faut-il attribuer compétence au juge de paix du domicile du défendeur, conformément au principe formulé dans l'adage *actor sequitur forum rei* ? C'est la solution qui paraît la plus juste en l'absence de texte.

Cependant on a soutenu que la loi, ayant chargé le greffier du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur de la mission de donner la lettre d'avis, de délivrer le warrant (art. 2 et 3), c'est au juge de paix de ce canton que devaient être soumises les contestations susceptibles de se présenter en référé (1).

(1) V. Louis Perrin, *Les warrants agricoles*, p. 51.

CHAPITRE VII

DROITS DE GREFFE. — DROITS FISCAUX.

Les warrants agricoles donnent lieu à la perception de deux sortes de droits. Les uns constituent la rémunération du greffier à raison de sa participation à l'établissement, à la circulation et à la radiation du warrant.

Les autres ont un caractère fiscal.

§ 1^{er}. — Droits de greffe.

L'article 15 de la loi laissait au gouvernement le soin de fixer le taux des droits de greffe.

En exécution de ce texte, fut rendu, le 11 août 1898, un décret relatif aux émoluments à allouer aux greffiers (1).

Dès le lendemain de son apparition, ce décret souleva de très vives protestations, à raison de l'exagération du tarif des honoraires des greffiers. Ses défenseurs faisaient remarquer que la rémunération du greffier n'était nullement excessive.

(1) *Journ. off.* du 13 août 1898.

Mais si on voulait faire une loi pratique, il ne fallait pas que l'établissement d'un warrant agricole fût trop coûteux, et que les droits de greffe élevassent d'une façon trop sensible le taux des emprunts.

C'est cependant ce qui se serait produit sous le régime de ce décret. Il pouvait arriver qu'un emprunt minime coûtât jusqu'à 6 0/0 du capital emprunté. Si à ce chiffre on ajoutait le taux de l'intérêt on avait comme taux de prêt agricole le chiffre de 10 ou 11 0/0.

C'était excessif. Aussi une campagne de presse s'éleva-t-elle dans les journaux spéciaux et même dans les journaux politiques contre l'application de ce décret.

Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, M. Chastenet, communiqua au garde des sceaux son intention de l'interpeller sur l'exagération de ces tarifs. On se décida à les réduire. C'est ce qui fut fait par le décret du 29 octobre (1).

Si on est forcé de reconnaître que la rémunération du greffier est des plus modestes, on ne peut s'empêcher de constater que ce décret continue à faire payer trop cher le crédit agricole. Nous nous bornons à reproduire le texte de ce décret qui est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Il est alloué aux greffiers des justices de paix :

1° Pour toute mention sommaire sur le registre autre que le registre à souche (art. 2), 25 centimes.

(1) *Journ. off.* du 31 octobre 1898.

2° Pour la mention à inscrire au verso de la souche du warrant, après escompte ou réescompte du warrant (art. 9), 10 centimes.

3° Pour toute communication par lettre recommandée (déboursés non compris), 50 centimes.

4° Pour la délivrance de la copie des inscriptions, 1 franc.

5° Pour la délivrance du certificat négatif, 50 centimes.

6° Pour mention du remboursement, avec délivrance du certificat de radiation, 1 franc.

7° Pour l'établissement du warrant, déboursés non compris, 10 centimes 0/0 ; minimum, 50 centimes.

8° Pour le renouvellement du warrant, 25 centimes.

ART. 2. — Le décret du 11 août 1898, relatif aux émoluments à allouer aux greffiers des justices de paix, est abrogé.

§ 2. — Droits fiscaux.

Le projet du gouvernement ne contenait sur ce point aucune disposition.

Ce n'est qu'après le dépôt du rapport de la commission de la Chambre que l'on introduisit dans la loi un texte relatif à la formalité du timbre et de l'enregistrement. Il fut d'ailleurs adopté sans discussion.

On s'est préoccupé de dégrever autant que possible les actes nécessaires à l'établissement d'un warrant agricole. C'est l'article 16 qui contient ces dispositions.

Nous nous bornons à le reproduire sans commentaire.

Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement, porte ce texte : les lettres prévues aux articles 2, 9, 10 et leurs accusés de réception, la souche du registre institué par l'article 3, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le récépissé de radiation mentionnés aux articles 5 et 6 de la présente loi.

La feuille détachée du registre à souche et qui deviendra le warrant, au moyen duquel le cultivateur réalisera son emprunt, restera soumise au droit commun, c'est-à-dire qu'elle deviendra passible du droit de timbre des effets de commerce (0,05 0/0) au moment de sa transformation en warrant et de sa remise comme tel au prêteur.

L'enregistrement (50 cent. 0/0) ne deviendra obligatoire que dans le cas de protêt.

Vu :

Le Président de la thèse,
PLANOL.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Des moyens d'améliorer le Crédit agricole.	
I. — Nécessité du crédit agricole.	1
II. — Conditions générales du crédit agricole.	4
III. — Du crédit hypothécaire.	6
IV. — Du crédit mobilier. — Du crédit personnel	10
V. — Du rôle des banques	17
1 ^o Banques d'Ecosse.	18
2 ^o Institutions allemandes	20
3 ^o Institutions françaises.	24
 CHAPITRE I^{er}. — Historique de la rédaction de la loi du 10 juillet 1898. — Précédents législatifs.	
I — Généralités. — Historique. — Essais infructueux. — Vote de la loi.	26
II. — Précédents législatifs.	34
A. Gage à domicile dans nos colonies	35
B. Législations étrangères.	37
 CHAPITRE II. — Objet du gage.	
I. — Principes de la loi. — Conséquences.	42
II. — Enumération limitative des produits warrantables	47
III. — Sanction du caractère limitatif.	51
 CHAPITRE III. — Nature juridique du warrant. — Sa constitution. — Sa circulation.	
SECTION I. — Nature juridique du warrant	54
SECTION II. — Constitution du gage.	61
§ 1 ^{er} . Registre à souche	61
1 ^o Mentions communes	62
2 ^o Règles spéciales au fermier	66
3 ^o Publicité des registres	75
§ 2. Création du warrant	78

SECTION III. — <i>Circulation du warrant.</i>	79
CHAPITRE IV. — Droits et obligations du créateur du warrant.	83
CHAPITRE V. — Païement du warrant. — Droits du porteur.	
SECTION I. — <i>Païement volontaire à l'échéance.</i>	92
SECTION II. — <i>Païement volontaire avant l'échéance.</i>	94
SECTION III. — <i>Exécution forcée. — Exercice du privilège.</i>	98
1° Vente des objets.	99
2° Exercice du privilège	102
3° Recours du porteur.	106
SECTION IV. — <i>Radiation</i>	108
CHAPITRE VI. — De la compétence du juge de paix. — Organisation du référé.	110
CHAPITRE VII. — Droits de greffe. — Droits fiscaux	
1° Droits de greffe	118
2° Droits fiscaux	120

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Hte-Marne)
